

Subject Files Regarding Political and Security Matters
POLITICAL AND SECURITY MATTERS
C/POL/100 - "Armée Nationale Congolaise" (ANC)

04/01/1962 - 18/02/1964

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

S.C. CC

MB 12/12/03

DECLASSIFIED

UN ARCHIVES

SERIES S-0735

BOX 6

FILE 8

ACC. DAG 13/1.6.1.0

C1902 100

H

18 février 1964

Mon cher Général,

J'ai l'honneur de répondre à votre lettre du 17 février dans laquelle vous sollicitez l'aide des Nations Unies, pour fins de ravitaillement des troupes opérant dans la province du Kwilu, particulièrement à IDIOFA, GUNGU et KIKWIT.

J'ai donné ordre que l'on mette en exécution ce qui suit :

18 février 1964 : Un avion du type OTTER sera à votre disposition à KIKWIT à compter de 1400 hrs, et ceci jusqu'à nouvel ordre.

20 février 1964 : Un autre OTTER se joindra au premier ainsi qu'un Hélicoptère.

Les avions OTTER serviront au ravitaillement de vos troupes ainsi qu'à celui des populations de ces villes, que la CROIX ROUGE, à la demande du Gouvernement Congolais, se charge d'aider. L'hélicoptère qui sera sur les lieux a l'unique mission de secourir les équipages d'OTTER si ceux-ci sont en difficulté.

Je vous saurais gré d'assurer la protection des soldats onusiens préposés à ce travail.

Je vous assure mon Général, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

C. p. y. f. u.
M. L. ✓

[Signature]
Gén-Maj
JFU Aguiyi-Ironsi, MVO, MBE
Commandant de la Force de
l'ONUC.

Gén-Major J.D. MOBUTU,
Commandant en Chef de l'ANC,
Quartier Général,
Léopoldville,
Rép. du Congo.

C/POL 100

5 octobre 1963

Monsieur le Ministre,

Assistance à l'ANC

Je suis en possession de votre lettre n° 1033/4054/D
Trans 5 du 26 septembre 1963, et suis heureux de vous faire
connaître que nous acceptons votre offre. Les factures nécessaires
seront transmises à la Commandant en Chef de l'ANC, pour paiement
en temps dû.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance
de ma haute considération.

Gén.

CHR. R. KALDAGER

Commandant en Chef de la Force de l'ONUC

S. E. M. J. ANANY,
Ministre de la défense nationale,
LEOPOLDVILLE.

cc/ OIC ✓
CAO
COS
CLO and ANC LO

CHIEF PURCHASING AND SUPPLY SECTION }
SENIOR SUPPLY AND TRANSPORT OFFICER }

A copy of letter from
Congolese Minister of
Defence is attached. Please
forward invoices IN SIX COPIES
for further action.

File
C/Do L 100
5 août 1963

Monsieur le Ministre,

Approvisionnement en vivres de l'ANC

1. J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 25 juillet relative à l'approvisionnement en vivres de l'ANC.
2. Je comprends parfaitement les difficultés qui, en raison des formalités administratives prescrites par les règlements en vigueur, vous ont empêché d'effectuer le versement requis à la date du 27 juillet 1963, comme nous vous l'avions demandé. A cet égard, j'ai le plaisir de vous faire connaître que nous avons prorogé cette échéance jusqu'au 15 août 1963, après quoi nous nous verrons dans l'obligation de mettre en vente, sur le marché libre, les excédents de vivres dont nous disposons et que nous réservions à votre intention.
3. Je me permets également de saisir cette occasion pour vous signaler que la somme de 5 350 016 francs congolais doit être dûment versée pour que nous puissions entreprendre les démarches en vue de vous procurer les quantités supplémentaires de vivres dont vous avez besoin jusqu'à la fin de l'année; à défaut de ce versement de votre part, nous ne serons pas en mesure de placer les commandes nécessaires. Il ne vous échappera pas que, dans ces conditions, à moins que vous ne fassiez rapidement le nécessaire, le retard apporté à passer ces commandes pourrait entraîner une pénurie de certaines denrées pendant un certain laps de temps.
4. En ce qui concerne les excédents de vivres que nous détenons à Albertville, nous les tiendrons à votre disposition jusqu'au 10 août 1963, date à laquelle vous êtes prié d'en faire prendre livraison en vrac, étant donné que nous nous proposons de retirer nos troupes de cette ville le 15 août 1963.
5. Pour ce qui est de l'entreposage des stocks, nous avons l'intention de résilier, le 15 août 1963, les contrats de location de certains des entrepôts que nous avons utilisés. Nous vous suggérons, en conséquence, de faire engager des pourparlers avec les propriétaires pour disposer à votre tour de ces entrepôts. Votre représentant sur place pourra obtenir de l'administrateur de l'ONUC dans cette ville des renseignements précis concernant les entrepôts restitués et les noms de leurs propriétaires.

A.S.E. Monsieur Jérôme AHANY,
Ministre de la défense nationale,
Gouvernement central,
LEOPOLDVILLE

../..

6. En ce qui concerne les quantités supplémentaires de vivres que vous nous demandez de vous procurer, je dois souligner de nouveau que, dans cette transaction, nous agissons uniquement en qualité d'intermédiaires et qu'il ne nous incombera pas de prendre livraison ou de stocker les vivres en question. Autrement dit, vous devrez faire prendre livraison de ces marchandises dès leur réception, les stocker et en assurer la distribution. Je vous saurais gré de bien vouloir nous faire connaître l'organisme auquel ces expéditions doivent être adressées.

7. Quant aux entrepôts de la base de KAMINA, comme vous le savez, nous sommes chargés de la garde de cette base dont le futur statut est actuellement à l'étude. Je regrette de devoir vous informer que, jusqu'à ce qu'une décision finale soit prise à ce sujet, il ne nous est pas possible de vous allouer un entrepôt à la base de KAMINA. Pour cette raison, je vous recommanderais de faire prendre livraison à ELISABETHVILLE de toutes les subsistances supplémentaires dont il s'agit.

8. Je me permets aussi de souligner, par la même occasion, qu'après livraison de toutes les quantités de vivres visées dans la présente lettre, nous n'aurons plus aucune obligation de contribuer à l'approvisionnement de l'AEC en vivres.

9. Il est entendu que le coût des vivres fournis par nos soins sera réglé par le Ministère de la Défense en francs congolais.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

MAJ-GEN

CHR. R. KALDAGER

le Commandant de la Force de l'ONUC

cc/ M.Dorsinville ✓

Le Chef des Services administratifs CAO

Le Chef d'état-major - COS.

Le Chef du Service Logistique

102 100
3 August 1963

IMMEDIATE

To: Chief Administrative Officer

From: Force Commander

Subject: Aid to ANC

1. A request has been received by HQ Kasai Sector from the Commander Premier Groupment for issue to them of the following number of vehicles to enable them to carry out effective patrolling:-

3 Ton vehicles	10
Jeeps	10
Jeep fitted with wireless set	1

2. We have examined the position of surplus vehicles at Luluabourg and find that the following vehicles can be made available to them for this purpose:

(a) Lorries 3 ton 5 (ONUC No. 8379, 8076, 8410, 8022 and 8411)

(b) Land Rovers 8 (Plate No. 426, 490, 450, 638, 595 666, 472 and 574)

3. It is considered that the issue of vehicles as at para 2 above is essential to make them operationally effective. It is, therefore, for our consideration as to whether these vehicles should be given to them on loan or on right out payment. I shall be grateful for your early comments.

[Signature]
Force Commander
Maj Gen CHR Kaldager.

Copy to:

Mr. Dorsinville
COS
CLO

LEOPOLDVILLE, le 24 Jul 63.

Ben 100

H

M. Lin

Ordre de Place (1re Partie) n° 05/63.

Prise d'armes du 27 Jul 63 au Camp Lt-Col KOKOLO

1. Le Lt-Général Commandant les forces de l'ONU au Congo terminant sa mission, une prise d'arme aura lieu au Camp Lt-Col KOKOLO.

2. Déroulement général de la cérémonie :

a) les troupes seront disposées suivant le dispositif habituel, c'est à dire :

Musique.

Cie GR

2 Cie PM

Cie Sv Gen

Cie B 2 Gpt + 2 Cie Trans

2 Cie Tr + Cie ER

Cie EM B ANC

Cie QM Ord B ANC

Cie Trans B ANC

Ec Trans

Bn Gd LEO (au moins une Cie)

FAC

Bn Para-Cdo

Le drapeau se trouvera au centre du dispositif.

b) Tenue : Pour revue et services d'honneurs.

c) armement : Comd Cie : Sabre.

Chefs Pl : pistolet.

GS : Arme individuelle (grouper par espèce).

d) Comd des troupes : Cdt ALEKO, V.

e) maître de cérémonies : Capt EFOMI, P

f) porte drapeau : SLt EWANGO, L.

3. Divers :

a) transmissions :

Le Comd 2 Cie Tr installera une micro et des haut-parleurs.

b) jalonneurs :

6 à fournir par 2 Cie PM.

c) police de la route et signalisation.

La 2 Cie signalera la route à partir de l'Avenue Patrice LUMUMBA.

d) Parking.

Responsabilité : 2 Cie PM.

e) les Offrs sans troupe seront en tenue de ville avec baudrier.

Les Adj porteront le ceinturon de cuir.

Je rappelle que la chemise blanche et les torsades ne se portent JAMAIS en tenue de ville.

f) les GS assistant au défilé revêtiront la tenue de ville.

g) tribune à aménager par Comd Cie Sv Gen.

4. Timing :

0845 Hrs : Mise en place terminée.

0905 Hrs : Arrivée drapeau : Sonnerie.
Je rappelle que le drapeau se place devant et non à
coté du Comd des troupes pour le salut.

0915 Hrs : Arrivée Comd 2 Gpt.
Salut sans revue. Sonnerie.

0925 Hrs : Arrivée du Comd en Chef.
Sonnerie.
Salut sans revue.

0935 Hrs : Arrivée Minidéf - Sonnerie.
Salut sans revue.

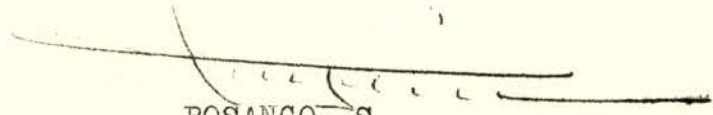
0945 Hrs : Arrivée Comd Forces ONUC.
Sonnerie (3 garde-à-vous).
Revue. Le Chef EM ANC, le Comd en Chef et le Comd
2 Gpt accompagnent

Après la revue : Discours du Comd en Chef.

Après le discours : Défilé des troupes.

Après le défilé : Cocktail au Mess Offrs (uniquement sur invita-
tion).
Le cocktail est organisé par le QG ANC.

Remarque : 6 reporters de l'ONU prendront des photos de la
cérémonie.


BOSANGO, S
Lt-Col
Comd Place

Distribution :

Unités toutes (Garnison LEO) : Quota fixe.

Info : QG ONUC : 10 ex.
Minidéf : 6 ex.

ROUTING SLIP

TO

MR DORSINVILLE

APPROVAL		NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE		YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	X	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE		FOR ACTION

The attached is a copy
of letter sent by the Force
Commander to Gen. Mobutu.

DATE

10 Jul

FROM

JMH/KC

OK

10 juillet 1963

Monsieur le Général Major J.D. Mobutu
Commandant en Chef de l'ANC
Quartier Général
Léopoldville

Mon Général,

Je suis désireux de porter à votre connaissance le rapport suivant qui m'a été remis par le Quartier Général du Secteur du Katanga.

Le 7 juillet à 17.00 hres environ un incident s'est produit entre l'ANC et la police locale dans la localité de Kolwezi. Dans cet incident 2 policiers et 1 sous-officier de l'ANC ont été blessés. Cependant l'arrivée d'une patrouille ONUC a permis de rendre l'ordre, mais pas avant qu'un nombre de policiers avait été désarmé par l'ANC. Après cet incident les troupes ANC sont retournées au Camp ZILO 1, mais apparemment les soldats avaient été incités par un de leurs officiers supérieurs qui organisa du renfort et ils ont essayé de retourner en plus grand nombre à Kolwezi. En passant la barrière de l'ONUC entre le camp et la ville, ils ont menacé les gardes des Nations Unies auprès du poste de barrière. Pour assurer le maintien de l'ordre un complément de troupes ONUC et une patrouille armée avaient été envoyés auprès des barrières.

Ensuite à 23.30 hres environ un groupe d'approximativement 60 ANC armés du Camp ZILO s'est approché d'une barrière ONUC sur la route entre le Camp et Kolwezi et a essayé de forcer la barrière. Conformément à notre accord, les troupes ONUC ont arrêté l'ANC. Alors les troupes ANC comme représailles ont cerner la barrière. Craignant un incident le Commandant sur place de l'ONUC a demandé du renfort et quand celui-ci est arrivé les troupes ANC se sont retirés et n'essayèrent plus de passer la barrière.

Vous allez en convenir avec moi que cet incident est grave, surtout que l'agissement des troupes ANC pourrait avoir de sérieuses conséquences aussi bien en ce qui concerne les troupes ONUC que celles de l'ANC.

./.

En vue de l'accord entre le Commandant local de l'ONUC et celui de l'ANC c'est très difficile de comprendre le comportement de l'ANC dans ce cas, car la situation explosive qui se développait aurait pu être évitée facilement si le Commandant de l'ANC avait discuter l'affaire avec notre Commandant du Secteur plutôt que de s'embarquer dans une action unilatérale.

Je voudrais vous lancer un appel personnellement de vous assurer que le Commandant de l'ANC à Kolwezi se conforme aux termes de notre accord sur le commandement et le contrôle pour que aucun incident ne se produise à l'avenir. C'est d'une importance vitale que la plus étroite coopération devra continuer d'exister entre nos forces respectives avec entente mutuelle sur les problèmes de chacun.

Je suis persuadé que votre intervention personnelle empêchera la répétition de ce lamentable incident.

Veuillez agréer, mon Général, l'assurance de ma haute considération.



Lt.Gen.

Kebbade Guebre
Commandant de la Force de l'ONUC

107
POL 100
8 juillet 1963

S.E. Monsieur J. Anany
Ministre de la Défense Nationale
de la République du Congo
Léopoldville

Excellence,

Matériel de transmission capturé

Veuillez vous référer à votre mémo No 1033/2215 du 7 juin 1963.

... Je vous envoie ci-joint une liste de l'équipement et des accessoires de transmission capturés par les Forces de l'ONUC à KIPUSHI durant les opérations de Décembre 1962. Je voudrais vous faire remarquer qu'il y a une certaine différence entre cette liste et celle du matériel de transmission remise par vous. Au moment de la capture du matériel il n'y avait pas de représentant de la Gendarmerie chargé de la surveillance et de la remise de celui-ci. Il paraît que certains articles de cet équipement avaient été pris/pillés avant qu'il avait été capturé par nos troupes.

Je vous assure qu'immédiatement après la capture de cet équipement par nos troupes des listes détaillées avaient été établies et l'équipement fut mis en sécurité éliminant de ce fait toute possibilité de perte.

Je vais donner les instructions à l'Officier commandant le secteur du Katanga à Elisabethville de remettre à l'ANC l'équipement en question ensemble avec les autres véhicules et matériel capturés, comme énoncé dans notre lettre No GVT/354/63 datée 3 Mai 1963 adressée à S.E. M.le Premier Ministre. Nous vous prions par la présente de bien vouloir désigner un représentant et nous faire savoir son nom.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

cc OIC ✓

Lt.Gen.

Kebbede Guebre
Commandant de la Force de l'ONUC

8 juillet 1963

S.E. Monsieur J. Anany
Ministre de la Défense Nationale
de la République du Congo
Léopoldville

Excellence,

Matériel de transmission capturé

Veuillez vous référer à votre mémo No 1033/2215 du 7 juin 1963.

... Je vous envoie ci-joint une liste de l'équipement et des accessoires de transmission capturés par les Forces de l'ONUC à KIPUSHI durant les opérations de Décembre 1962. Je voudrais vous faire remarquer qu'il y a une certaine différence entre cette liste et celle du matériel de transmission remise par vous. Au moment de la capture du matériel il n'y avait pas de représentant de la Gendarmerie chargé de la surveillance et de la remise de celui-ci. Il paraît que certains articles de cet équipement avaient été pris/pillés avant qu'il avait été capturé par nos troupes.

Je vous assure qu'immédiatement après la capture de cet équipement par nos troupes des listes détaillées avaient été établies et l'équipement fut mis en sécurité éliminant de ce fait toute possibilité de perte.

Je vais donner les instructions à l'Officier commandant le secteur du Katanga à Elisabethville de remettre à l'ANC l'équipement en question ensemble avec les autres véhicules et matériel capturés, comme énoncé dans notre lettre No GVT/354/63 datée 3 Mai 1963 adressée à S.E. M.le Premier Ministre. Nous vous prions par la présente de bien vouloir désigner un représentant et nous faire savoir son nom.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de ma haute considération.

Lt.Gen.

Kobbede Guebre
Commandant de la Force de l'ONUC

MATERIEL DE TRANSMISSION RECUPERE EN DECEMBRE 1962, A KIPUSHI,

PAR LE 38ème Bn IRLANDAIS

N° d'ordre	Désignation du matériel	Quantité	Etat	Observations
1.	Poste radio RT 68/GRC	1	Utilisable	
2.	Pile sèche BA 279-U	102	"	
3.	Générateur signaux AM/FM (Marconi) TF 934	1	"	
4.	Oscillographe cathodique Type 327	1	"	
5.	Cable d'assaut (en miles)	24,5	"	
6.	Emetteur-récepteur PRC 10	2	"	
7.	Générateur Dy 88 GRC 9	3	1 utilisable, 2 réparables	
8.	Emetteur HT 44	1	Utilisable	
9.	Transformateur HT 44	1	"	
10.	Récepteur Hallicrafters 274D	1	"	
11.	Récepteur-émetteur MBLE	2	1 utilisable, 1 réparable	
12.	" " ANGRC/9	2	Utilisables	
13.	Transformateurs 35 TA 01	2	"	
14.	Récepteur RCA	1	"	
15.	Contrôleur pour accum. TS 183 B/U	1	"	
16.	Haut-parleurs Siemens	14	Réparables	
17.	Emetteur-récepteur TRT Blu-ER 150W	2	Réparables	
18.	TRT-ER (mobiles)	6	"	
19.	Stations-bases Motorola	2	Inutilisables	
20.	" mobiles "	6	"	
21.	Régulateur de tension courant alternat. T 1570	1	Utilisable	
22.	Oscillateur, fréq. de batte- ment, radio, T 1304/B	1	"	
23.	Transformateur 1000 W, 220/110 V	1	Utilisable	
24.	Accumulator 12 volts, Tudor	10	"	
25.	Chargeur d'accus, 30 V, 20 A	1	"	
26.	Fréquencemètre BC 221	1	Inutilisable	
27.	Eclairage Siemens	1	Utilisable	
28.	Devionmètre Marconi (FM) TF 934	1.	"	

C/Pol 100

Leopoldville, 3 July 1963

To Force Commander
ONUC Leopoldville

Supply of rations to troops at Albertville

My dear General,

I have the honour to inform you that it results from the market forecast that the supply of rations to ANC troops in the area of AVILIER by local traders cannot be done without either great difficulty or without any guarantee especially when commodities to be imported are concerned.

In view of this situation I would be very grateful if the possibility could be considered to continue the aid which you have until now granted to ANC troops in NORTH KATANGA in assuring their supply of rations until 31 December 63. At that date the supplies will have been regularized and I could have taken the dispositions necessary by means of public procurement.

In case your commercial services are leaving AVILIER the supplying could be done from another of your bases, KAMINA for example. The rations could be transported by train to AVILIER.

It is intended that the Government of the Republic will pay in Congolese Francs the supplies which you agree to deliver.

The enclosed table gives the quantity of rations to be delivered every week. Please let me know the price of each of the articles so that I can eventually draw up the order.

Please allow me to point out once more the importance of this question of difficulties resulting in supplying rations in these regions.

Thanking you

Maj. Gen. J.D. Nkomo

N

CABINET
DU PREMIER MINISTRE

12 mai 1963

Léopoldville, le

956/63

N°

/CAB/P.M./

Objet : Armée Nationale
Congolaise

Monsieur le Secrétaire Général,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre GVT/346/63, par laquelle vous vouliez bien m'exposer la position des Nations-Unies à l'égard de l'interprétation de la résolution A/RES/1474(ES-IV) adoptée par l'Assemblée générale en septembre 1960.

Après un examen approfondi des arguments exposés dans votre lettre, le Gouvernement de la République n'a pu que constater que le problème posé devant les Nations Unies a été mal compris par elles.

Ce problème se pose, en effet, dans les termes suivants : conscient de l'impérieuse nécessité de réorganiser son armée et décidé à le faire dans les meilleurs délais, le Gouvernement de la République du Congo - Etat indépendant et souverain - n'a pas voulu agir sans consulter les Nations Unies ni sans les associer à la mise en oeuvre de cette réorganisation.

Agissant ainsi, la République du Congo était poussée par la courtoisie, la reconnaissance qu'elle éprouve à l'égard de l'Organisation qui s'est portée généreusement à son aide en 1960, et le sens de la solidarité internationale qui la pousse, depuis toujours, à coopérer avec les Nations-Unies.

Le Gouvernement de la République ne peut estimer que regrettable le fait que les Nations Unies n'aient pas accepté cette coopération et ce pour des motifs qu'il ne juge pas suffisants.

Ces motifs sont, en effet, de deux ordres.

Tout d'abord le choix des pays auxquels la République du Congo a décidé de faire appel et notamment le choix de la Belgique et d'Israël.

./..

Son Excellence U THANT
Secrétaire Général des
Nations-Unies - NEW-YORK

- 2 -

En ce qui concerne le premier de ces pays, il y a lieu de faire remarquer que nombreux états africains ont maintenu dans le cadre de l'assistance militaire des ressortissants des anciennes métropoles. De toute manière, l'assistance demandée par la République à la Belgique dans le domaine militaire est limitée puisqu'elle porte avant tout sur l'instruction des troupes; elle ne diffère donc pas de l'assistance prêtée par ce pays à la République dans d'autres domaines comme celui de l'enseignement ou de l'administration, à l'égard desquels aucune objection n'a jamais été soulevée.

L'argument selon lequel la République du Congo, ayant demandé l'aide des Nations Unies pour obtenir l'évacuation des troupes belges, ne pourrait, sans entrer en contradiction avec elles-mêmes - faire aujourd'hui appel à des instructeurs de cette nationalité ne tient évidemment pas, puisque ces instructeurs - qu'il importe de ne pas confondre avec des troupes - seront au service de la République.

A l'égard d'Israël, peut-on considérer comme justifiées les prétentions de quelques membres des Nations-Unies de faire partager par la République, le poids de leurs conflits.

Le choix fait par le Gouvernement de la République ne porte atteinte ni à sa souveraineté, ni au respect de ses devoirs en matière de solidarité africaine, ni aux idéaux ou aux intérêts des Nations-Unies.

Dans ces conditions, et puisque le choix en question ne heurte en aucune manière les trois seuls principes que la République considère comme essentiels et en faveur desquels elle aurait été disposée à modifier son attitude, elle se considère entièrement justifiée à la maintenir.

L'argument juridique qui se base sur le paragraphe 6 de la résolution A/RES/1474(ES-IV) adoptée par l'Assemblée Générale en septembre 1960 ne tient pas davantage.

Il ne s'adapte, en effet, ni à la situation actuelle ni à l'objet même du débat.

./..

- 3 -

Vous avez bien voulu constater vous-même que la situation politique au Congo était très différente à l'époque où la résolution fut adoptée de ce qu'elle est maintenant. Je n'insisterai donc pas davantage sur cet aspect du problème encore qu'il y ait beaucoup à dire sur la comparabilité d'une situation où le Congo se trouvait déchiré entre des factions politiques disposant de pouvoirs de fait et susceptibles de recevoir de l'aide de l'étranger, et une situation où le Gouvernement légal de la République dispose seul du pouvoir.

En ce qui concerne l'objet, la résolution se réfère à un "appui militaire" ce qui est totalement différent d'une assistance technique destinée à donner aux troupes congolaises l'instruction nécessaire.

En tout état de cause, vous conviendrez avec moi, qu'un des buts essentiels des Nations-Unies est d'imposer le respect de la souveraineté des états qui en sont membres et plus particulièrement des jeunes états. Dès lors, le cas de l'interprétation de cette résolution dont la teneur pourrait restreindre cette souveraineté, les Nations-Unies ne peuvent, si elles veulent être conséquentes avec elles-mêmes et si elles souhaitent demeurer fidèles à leurs idéaux, qu'interpréter la dite résolution dans le sens le plus favorable à la souveraineté de ses membres.

L'objet de la présente lettre n'est cependant pas, pour le Gouvernement de la République du Congo, d'entamer une polémique juridique avec l'Organisation des Nations-Unies, mais bien de lui exposer aussi complètement que possible certains éléments du problème dont l'incompréhension a faussé l'examen.

Le Gouvernement de la République espère que ces explications permettront aux Nations-Unies de comprendre qu'en vertu du devoir impérieux de créer au Congo un instrument capable d'assurer l'ordre et la sécurité - devoir découlant directement de l'exercice même de sa souveraineté - il a décidé d'entreprendre immédiatement la réorganisation de l'Armée Nationale et de faire appel pour mettre cette organisation en oeuvre à l'assistance bilatérale des pays qui voudront bien accepter de l'aider.

Le recours à cette aide bilatérale ne signifie pas que la République du Congo renonce à associer l'Organisation des Nations-Unies à la réorganisation de son armée.

./..

- 4 -

Au contraire, le Gouvernement Central est heureux de la référence que vous voulez bien faire à la possibilité pour l'ONU de mettre à sa disposition des experts, car il voit dans cette assistance une poursuite de la collaboration qu'il souhaite entretenir et amplifier avec l'Organisation des Nations-Unies.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, les assurances de ma très haute considération,

REPUBLIQUE DU CONGO
LE PREMIER MINISTRE
CABINET
DU
PREMIER
MINISTRE
Adoula
Cyrille ADOULA
GOUVERNEMENT CENTRAL

C / PoL 100

Veillez trouver ci-dessous le texte d'une lettre que M. Bomboko nous a dit qu'il se proposait d'envoyer au Premier Ministre dans la soirée du 15, pour qu'il l'examine et l'approuve. Le Secrétaire général s'est entretenu avec M. Bomboko à ce sujet et il est en faveur de la procédure suggérée, qui lui semble être probablement le seul moyen de sortir du dilemme actuel. Si le Premier Ministre envoie la lettre au Secrétaire général, celui-ci s'efforcera, en consultation avec le Comité consultatif pour le Congo, d'envoyer une réponse positive et constructive.

"Dans ma dernière lettre, datée du 3 avril, sur l'instruction et la modernisation de l'armée nationale congolaise, je vous ai dit combien j'estimais importante et urgente ma demande d'assistance à ce sujet. De plus, mon représentant auprès des Nations Unies vous a transmis le mémoire du Ministre des Affaires étrangères sur ce même sujet, en date du 28 mars 1963, où la façon de voir de mon gouvernement est exposée plus en détail.

La question présente toutefois un aspect des plus importants dont je n'ai pas traité jusqu'à présent et sur lequel je voudrais maintenant attirer toute votre attention. Je veux parler de la résolution 1474 (E-IV) adoptée par l'Assemblée générale en septembre 1960, et plus particulièrement de son paragraphe six dans lequel l'Assemblée "invite tous les états à s'abstenir de fournir, directement ou indirectement, des armes ou autre matériel de guerre, du personnel militaire ou autre assistance à des fins militaires au Congo pendant la durée de l'assistance militaire accordée à titre temporaire par l'intermédiaire des Nations Unies, sauf si les Nations Unies le demandent, par l'entremise du Secrétaire général..."

Vous conviendrez avec moi, j'en suis sûr, que la situation actuelle dans mon pays est si radicalement différente de ce qu'elle était au moment de l'adoption de la résolution que le paragraphe six de ce texte ne correspond plus à la réalité et est inapplicable. A l'époque, cette

clause était sans nul doute une garantie nécessaire, la crise politique aigue et la menace de chaos commandent d'adopter des mesures d'urgence pour éviter toute inférence dangereuse de l'extérieur. Aujourd'hui, le Congo possède un gouvernement souverain, pleinement responsable, que j'ai l'honneur de diriger et vous penserez comme moi, j'en suis persuadé, que nul aux Nations Unies ne songerait à imposer des restrictions injustifiables et intolérables à la liberté d'action de ce gouvernement.

J'ai dit clairement, vous le savez, que mon gouvernement souhaite confier aux Nations Unies un rôle important - la coordination de l'assistance qu'il recevra pour l'instruction et la modernisation de ses forces armées - et je continue d'espérer que les Nations Unies seront en mesure de se charger de cette tâche. Mais j'en appelle aussi à vous pour confirmer mon interprétation de la résolution susmentionnée de l'Assemblée générale, à savoir qu'il ne serait ni juste ni conforme aux intentions véritables de l'Assemblée d'interpréter le paragraphe six de ce texte comme limitant à l'heure actuelle la liberté d'action de mon gouvernement s'agissant de rechercher, partout où il le jugera bon, l'assistance dont il pourra avoir besoin. D'ailleurs, je note que le paragraphe six commence par les mots: "sans préjudice des droits souverains de la République du Congo".

Je ne suggère pas que l'Assemblée générale remette en question la résolution, ce qui à mon avis serait inutile. Il me suffirait, pour les besoins de la cause, de savoir que vous pensez comme moi qu'une clause

rédigée à une époque de crise aigue ne saurait raisonnablement être considérée comme pouvant aboutir à gêner l'action d'un gouvernement légitime ultérieur dans des circonstances toutes différentes, et en fait à lui lier les mains.

J'espère très vivement que vous partagez ma façon de voir sur ce point.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération."

Draft speech prepared for Bomboko
for the EAC of 16 April -

C/POL 100

file
art.

Monsieur le Secrétaire Général,
Messieurs les Délégués,

Mon Gouvernement attache à la question de la modernisation et de l'instruction des Forces armées congolaises une importance si grande qu'il a tenu à ce que je vienne moi-même participer à vos débats à ce sujet. N'ayant pu venir à New York plus tôt, je vous ai demandé, Monsieur le Secrétaire Général, de bien vouloir remettre jusqu'à aujourd'hui la discussion qui devait se tenir le 8 avril. Je vous suis reconnaissant d'avoir fait droit à ma demande.

De la discussion préliminaire que le Comité Consultatif a tenue à ce sujet j'ai pu dégager trois points essentiels:

Tout d'abord j'ai constaté que le principe de l'assistance des Nations Unies n'a pas été mis en cause : l'Organisation veut continuer à accorder son assistance au Congo conformément aux résolutions du Conseil de Sécurité.

Ensuite personne n'a contesté le droit souverain de mon Gouvernement de faire appel à un pays quelconque pour l'aider dans la mise en oeuvre du programme de

.../...

.../...

- 2 -

modernisation et d'instruction de ses Forces armées nationales.

Enfin quelques membres du Comité ont exprimé des doutes sur le choix des pays qui devront participer à la mise en oeuvre de ce programme. En particulier certains ont critiqué le choix de la Belgique. Ils ont observé que l'intervention des Nations Unies au Congo a eu lieu contre la Belgique et que par conséquent ils ne peuvent concevoir maintenant que le Congo puisse faire appel à ce pays. En d'autres termes, ils ont peur que le Congo qui a failli perdre son indépendance à cause de la Belgique ne risque de la reperdre une seconde fois à cause de ce pays.

Je comprends le souci de ces pays amis qui procède d'un sentiment de fraternelle sollicitude et je les en remercie. Mais je dois dire ici que leur inquiétude n'est pas du tout fondée. Je tiens à leur donner toutes les assurances et tous les apaisements à ce sujet.

La position de mon Gouvernement concernant le programme de modernisation et d'instruction a été clairement exposée dans son memorandum du avril 1963, dont vous avez déjà pris connaissance. Je n'ai que peu de choses à y ajouter. ^P Je voudrais tout d'abord souligner, avec toute la force dont je suis capable, l'importance que mon Gouvernement attache à la ré-organisation de son armée nationale. C'est de toutes les questions qui nous

.../...

.../...

- 3 -

préoccupent le problème-clef, duquel dépendent tous les autres. Je rappelle ici que cela était vrai dès le début de l'Opération des Nations Unies au Congo et que le Conseil de Sécurité dans sa première résolution sur le Congo, le 14 juillet 1960, a décidé

"d'autoriser le Secrétaire Général de prendre, en consultation avec le Gouvernement de la République du Congo, les mesures nécessaires en vue de fournir à ce gouvernement l'assistance militaire dont il a besoin et ce, jusqu'au moment où les forces nationales de sécurité, grâce aux efforts du Gouvernement congolais et avec l'assistance technique des Nations Unies, seront à même, de l'opinion de ce gouvernement, de remplir entièrement leurs tâches;"

Ce qui était vrai au début de l'Opération des Nations Unies au Congo l'est encore aujourd'hui et même l'est plus que jamais. Durant les deux ans et demi de son Opération, l'Organisation des Nations Unies a réalisé dans des conditions souvent difficiles et périlleuses des exploits qui ont inspiré l'admiration et le respect de tous. Elle a mis fin à la Sécession du Katanga. Elle a préservé l'unité et l'intégrité territoriale de notre pays et elle lui a apporté l'ordre et la paix. Mais tous ces résultats resteront vains et la mission des Nations Unies risque de devenir une terrible faillite si des mesures urgentes et efficaces ne sont pas prises pour réorganiser l'Armée Nationale Congolaise et lui donner discipline et efficacité.

.../...

.../...

- 4 -

Ces questions ont acquis un caractère d'autant plus urgent que l'Organisation des Nations Unies a commencé, après les dernières opérations militaires du Katanga, à réduire ses forces au Congo. Mon Gouvernement aurait préféré que cette réduction ne soit pas effectuée aussi rapidement, mais il comprend les difficultés devant lesquelles se trouve l'Organisation.

A mesure que les troupes des Nations Unies se retirent du Congo la responsabilité pour le maintien de l'ordre et de la paix dans le pays va incomber toujours davantage à l'Armée Nationale Congolaise. Il devient donc chaque jour plus urgent de ré-organiser et de former cette Armée pour qu'elle soit en mesure de faire face à cette responsabilité.

Mon Gouvernement est pleinement conscient de cet état de choses et c'est pourquoi il insiste pour que le programme de modernisation et d'instruction de ses Forces nationales soit mis en oeuvre immédiatement. Il aurait voulu confier entièrement cette tâche à l'ONU, mais il sait que cela n'est pas possible car l'ONU n'a plus les ressources suffisantes pour le faire. Force est donc à mon Gouvernement de trouver l'assistance requise là où elle est disponible. Il lui faut la demander aux pays qui sont en mesure de lui accorder une assistance rapide et efficace, adaptée aux exigences de l'Armée Nationale Congolaise.

.../...

X Ce que nous recherchons n'est nullement la renaissance de l'ancienne force policière qui s'est montée à jamais, mais la création d'une véritable force nationale.

.../...

- 5 -

C'est pourquoi mon Gouvernement a décidé, après mûres réflexions, de faire appel à six Puissances, dont la Belgique, pour la formation des services essentiels de sa Force armée. Si nous avons demandé à la Belgique de se charger de la formation d'une partie de nos Forces de terre, c'est parce que c'est la Belgique qui a commencé dès avant notre indépendance la formation de nos cadres militaires et que notre armée a déjà une formation qui est la même que celle de l'armée belge. Nous avons fait appel à la Belgique aussi parce que celle-ci est prête à nous accorder une assistance rapide sur un pied d'égalité et sans condition préalable.^X En cela nous avons agi comme beaucoup d'autres pays africains et pour des raisons semblables. Beaucoup de pays africains, ne l'oublions pas, n'ont acquis leur indépendance qu'au prix de lourds et sanglants combats contre les Puissances coloniales, et pourtant, une fois les combats terminés, ils se sont engagés dans la voie de la coopération technique avec leur ancienne métropole. L'exemple de l'Algérie et de la France en est un exemple frappant parmi beaucoup d'autres. *Il y a également l'exemple des pays africains appartenant au Commonwealth britannique.* Comme nos frères africains, nous sommes conscients des dangers possibles d'une assistance bi-latérale. C'est pourquoi nous n'avons pas voulu que l'assistance que nous demandons à certains pays ait un caractère purement bi-latéral. Nous avons tenu à obtenir la participation des Nations Unies dans la mise en oeuvre du programme de modernisation et d'instruction dans un rôle de coordination et

.../...

de supervision.

Nous tenons beaucoup à la participation des Nations Unies parce qu'elle constitue une garantie de notre souveraineté et de notre indépendance et qu'elle nous *aidera à nous défendre contre toutes* ~~protégera des~~ influences possibles des pays individualistes. Nous tenons à la participation des Nations Unies également parce que nous voulons que l'Organisation des Nations Unies qui nous a tant aidés soit associée à ce dernier effort de redressement. Cela est d'ailleurs conforme à l'esprit comme à la lettre de la première résolution du Conseil de Sécurité que j'ai mentionnée tout-à-l'heure.

Je tiens à signaler que les principes régissant le programme de modernisation et d'instruction des Forces armées congolaises ont été définis dans la lettre du 20 décembre 1962 adressée par le Premier Ministre Adoula au Secrétaire Général. Dans cette lettre le Premier Ministre a demandé à l'ONU de se charger de l'organisation et de la coordination du programme. C'est, dans l'esprit de mon Gouvernement, le Secrétaire Général qui doit demander aux pays participant de fournir l'assistance nécessaire. C'est l'ONU qui doit *en consultation avec le Gouvernement congolais,* organiser le programme et ensuite coordonner sa mise en oeuvre. La lettre en date du que M. Dericoyard a adressée au Secrétaire Général au nom du Premier Ministre énumère les pays qui doivent participer au programme et les domaines d'activités qui doivent être attribués à chacun de ces pays. Ce sont là des propositions faites par mon Gouvernement pour faciliter la tâche du Secrétaire Général dans l'organisation et la coordination

du programme de modernisation et d'instruction. Ces propositions ~~ne sont pas rigides~~ et peuvent être adaptées par le Secrétaire Général en consultation avec mon Gouvernement, si les circonstances l'exigent. Je suis sûr que si un accord de principe est donné, le Secrétaire Général pourra apporter au programme tous les ajustements nécessaires qui tiendront compte des observations des membres de ce Comité et dissiperont tous les doutes qu'ils peuvent avoir à ce sujet.

Certains pays amis ont exprimé des doutes et des inquiétudes au sujet du programme proposé parce qu'ils craignent que le Congo ne subisse l'influence des pays participant et ne soit amené à abandonner une partie de sa souveraineté. Mais c'est justement pour préserver notre souveraineté et pour nous protéger des influences extérieures possibles que nous avons fait appel à l'Organisation des Nations Unies et lui avons demandé de participer à ce programme.

Si l'ONU refuse de s'associer à ce programme et de se charger du ^{rôle} d'organisation et de coordination que nous voulons lui confier, alors nous nous trouverons isolés. C'est alors que nous nous trouverons devant un terrible dilemme:

ou bien nous devons dans ce cas abandonner la réorganisation de notre armée nationale que nous estimons essentielle pour notre avenir ;

ou bien nous devons avoir recours à des assistances purement bi-latérales, ce qui entraîne le risque des

.../...

- 8 -

influences extérieures et peut-être même celui d'abandonner notre souveraineté. Je ne crois pas que l'Organisation des Nations Unies veuille nous imposer ce dilemme. Ce n'est pas l'esprit dans lequel les Nations Unies sont venues au Congo. Ce n'est pas non plus ce que ^a désiré le Conseil de Sécurité lorsqu'il a adopté à l'unanimité sa première résolution sur le Congo. Je suis sûr que les membres de ce Comité comprendront la position de mon Gouvernement et ^{à la République du Congo} lui feront confiance, comme aussi au Secrétaire Général.

RÉPUBLIQUE DU CONGO



CABINET
DU PREMIER MINISTRE

Objet : Armée Nationale
Congolaise.

Léopoldville, le 30 mars 1963

~~C/POL 800 Cent Gov.~~
C/POL 100

N° 578/63

~~C/POL 800 Cent Gov.~~

NY = G-827
3/4/1963

Original Touché 5/4/1963

Monsieur le Secrétaire Général.

J'ai appris que la séance du 20 mars 1963 du Comité Consultatif des Nations-Unies pour le Congo, n'a pas permis de terminer l'examen de la question de modernisation de l'Armée Nationale Congolaise.

Or, sur base de votre lettre du 27 décembre, et de la correspondance qui y a fait suite, mon gouvernement a considéré que l'Organisation des Nations-Unies s'était engagée à soutenir le programme tel qu'il était présenté, et à coordonner elle-même l'ensemble de l'opération de réorganisation. Il ne peut y avoir, dès lors, que des modalités d'application à définir ou à négocier, mais il ne se concevrait pas que l'ensemble du programme puisse faire l'objet d'une remise en question.

Le Gouvernement Congolais se permet de souligner l'urgence qu'il y a à entreprendre cette réorganisation; d'elle dépend, pour une large part, un allègement des dépenses consenties pour l'opération des Nations-Unies au Congo. Tout délai nouveau risque d'avoir des conséquences financières très lourdes.

Son Excellence U T H A N T
Secrétaire Général des
Nations-Unies

NEW - YORK

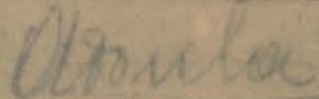
./..

- 2 -

J'espère qu'il vous sera possible de prendre très bientôt toutes les initiatives nécessaires pour mettre en oeuvre le programme prévu, aussitôt que possible. Le Gouvernement ne peut comprendre qu'une tâche aussi essentielle à la vie du pays, puisse souffrir de graves retards pour des raisons de procédure. Aussi suggère-je, à la suite de la prochaine séance du Comité, de nommer un responsable qui pourrait prendre contact avec mon gouvernement et commencer, dans les plus brefs délais, à mettre le programme en application.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Secrétaire Général, l'assurance de ma très haute considération.

LE PREMIER MINISTRE



Cyrille ADOULA

Léopoldville, le 19 mars 1963

CABINET
DU PREMIER MINISTRE

545/63

(CAB/P. M.)

G-723 to
NY on 19/3/63Objet: Armée Nationale
Congolaise.

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'accuser réception de vos lettres N° GVT/205/63 et GVT/212/63 des 14 et 15 mars 1963 relatives au programme de modernisation et d'instruction des Forces armées congolaises.

En ce qui concerne l'organisation d'une mission internationale d'assistance technique initialement proposée dans ma lettre du 20 décembre 1962, je tiens à rappeler que le Gouvernement Central a demandé qu'elle soit composée principalement, mais non exclusivement, des représentants des nations participant au programme d'assistance militaire. En fait, pour des raisons évidentes, mon Gouvernement souhaite que soient inclus dans la composition de cette mission quelques pays africains. J'accepte donc votre suggestion d'inclure dans cette mission un représentant de chacun des pays suivants :

Ethiopie,
Nigéria et
Tunisie.

En ce qui concerne les responsabilités financières pour les dépenses qu'entraînerait le programme d'assistance militaire, l'interprétation que vous avez donnée de la position de mon Gouvernement est tout-à-fait correcte. Nous espérons que les nations participant au programme d'assistance technique accepteront de défrayer les dépenses découlant de leur contribution tandis que l'Organisation des Nations-Unies prendra à sa charge celles résultant de la mission internationale d'assistance technique.

Monsieur le Chargé de Mission
des Nations-Unies au Congo

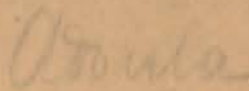
./..

- 2 -

Je saisis cette occasion pour réitérer l'expression de gratitude de mon Gouvernement envers l'Organisation des Nations Unies et des états amis qui ont exprimé le désir d'aider notre pays dans cette entreprise essentielle et d'exprimer le vœu que le programme de modernisation et d'instruction des Forces armées congolaises sera mis en oeuvre rapidement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma haute considération.

LE PREMIER MINISTRE



Cyrille ADOULA

Entretiens entre les militaires ONUC et ANC.

Intégration de l'ex-gendarmerie katangaise.

Il appartient à l'ANC de mettre au point un plan d'intégration des ex-gendarmes dans les unités de l'ANC.

Pour faciliter le travail de l'ANC, l'ONUC a préparé un projet de plan, dont elle a informé le Général Mobutu il y a environ 5 semaines. Le Général Mobutu n'a pas encore donné son avis sur le plan. Mais il a dit qu'essentiellement il voulait obtenir de l'ONUC:

- a) des logements à la Base de Kitona pour y mettre les officiers de l'ex-gendarmerie ;
- b) les facilités de transport pour amener les ex-gendarmes du lieu où ils ont été inscrits dans un centre de regroupement (par ex. Kongolo) pour procéder à leur intégration.

L'ONUC est en train d'examiner la possibilité de fournir des logements aux officiers de l'ex-gendarmerie à Kitona. Les Colonels Garneau et Madan (de l'ONUC) sont partis le 18 mars pour Kitona à cet effet.

Ré-installation de l'ANC au Sud-Katanga.

Pour éviter des incidents comme ceux qui sont survenus récemment à Elisabethville, l'ONUC a recommandé, comme mesure prioritaire, que l'ANC soit dotée d'un quartier général adéquat au Sud-Katanga, qui dirigera et coordonnera les activités des diverses unités, et assurera leur administration.

.../...

Le Général Mobutu est favorable à cette recommandation. L'ANC a informé l'ONUC que le nom de six officiers principaux chargés de la formation d'un tel quartier général ont été présentés à l'approbation du Ministre de la Défense nationale. Une fois le principe du quartier général approuvé, il sera nécessaire de doter ce quartier général de services administratifs. Nous estimons que la mise en place de dispositifs qui assureront adéquatement le Commandement, le contrôle et l'administration de l'ANC pourra beaucoup contribuer à l'élimination des présentes difficultés.

L'ONUC est en train d'examiner la possibilité de placer des troupes de l'ANC au Camp Massart à Elisabethville. Ces troupes pourraient être celles des services administratifs pour le quartier général d'Elisabethville.

L'ONUC examine également des camps à Kaminaville, Jadotville et Kolwezi pour déterminer les facilités de logements pour des troupes de l'ANC, qui seront implantées dans ces régions.

MEMORANDUM

MIL INFO 315

16 March 63

file
Substance incorporated
into own draft
for Admela

Mr. GARDINER

Situation concerning the ANC

1. It has been found that in spite of the wishes of ONUC to accept ANC in SOUTH KATANGA, ONUC is unable to receive the ANC until it is properly founded for command and control. ONUC has also been attempting to implement an integration plan. However, in view of the fact that the ANC concept of integration has changed because the Katangese did not willingly join with the Central Government but were defeated, the ANC, therefore, appear to consider that this portion of the U THANT plan is not applicable.
2. The Force Commander had a meeting with the Commander-in-Chief on 6 Mar 63. The ANC LO has brought up a number of points to Headquarters ANC. Generally speaking the points covered are explained in the following paragraphs:
3. Integration The ANC have been acquainted with the ONUC enrolment plan since approximately five weeks. This plan was submitted to ANC so that the entire enrolment procedure could be co-ordinated with their wishes. Basically General MOBUTU wishes only to receive accommodation for Katangese Gendarme officers in KITONA, and transport by ONUC of recruits from their place of enrolment to a concentration area, i.e. KONGOLO, for processing.
4. ONUC is examining the possibility of providing quarters as requested in KITONA. (GARNEAU and MADAN going to KITONA on Monday, 18 Mar). Transportation of recruits without prior screening would involve tremendous taxiing and ferrying of Katangese.
5. Positioning of ANC in SOUTH KATANGA

As a result of numerous incidents involving ANC in ELIZABETHVILLE, it was recommended that no further troops be brought to SOUTH KATANGA until a proper Headquarters is formed which would command and co-ordinate activities of units, and also administer these units.
6. The ANC informed ONUC that names of six principal officers for formation of such a headquarters had been submitted for approval to the Minister of Defense. Once the principle of a proper headquarters has been approved, there will then be a need for administrative troops to be provided to this headquarter. It is considered that proper command, control and administration by the ANC would contribute greatly to the elimination of present difficulties.
7. For your information but not to be divulged to the Congolese, ONUC is to examine camps at KAMINAVILLE, JADOTVILLE and KOLWEZI to determine accommodation facilities for troops. Once the ANC have

organised their headquarters it will then be possible to add more troops in SOUTH KATANGA.

8. Recommendations have been made to the ANC to improve their administration and logistics.

9. The Force Commander is examining the possibility of placing troops of the ANC in Camp MASSART in ELIZABETHVILLE. These could be the administrative troops for the ANC headquarters in ELIZABETHVILLE.

EHP Garneau.

(EHP GARNEAU)

Lt.-Col.

ANC LO

16 March

3

TO: Dr. Ralph J. Bunche
Under-Secretary for Special Political Affairs
United Nations Headquarters, New York

FROM: R. K. A. Gardiner, Officer-in-Charge
ONUC, Léopoldville

SUBJECT: Integration of ex-Katangese gendarmerie

NRIR
.....

I enclose for your information a copy of a memo just received from Lieutenant Colonel Garneau, our Liaison Officer with the ANC, concerning the integration of ex-Katangese gendarmerie, which gives an idea of the difficulties encountered in our endeavour to co-operate with General Mobutu.

Lt Col Garneau has also reported to me about the difficulties encountered in other fields, particularly the re-installation of the ANC in South Katanga. I have asked him to give me a report on all his recent dealings with General Mobutu, which I shall transmit to Mr. Adoula. Of course a copy of it will be pouched to you as soon as it is ready.

FT/ln

MEMORANDUM

CONFIDENTIAL

ponched NY
16 March

C | p.e. 100

MIL INFO 315/2

15 Mar 63

Officer in Charge

Integration - Enrolment

1. The registration of Katangese Gendarmerie is continuing and to date 1864 have registered, of which approximately 100 did not return weapons.
2. The plan for the actual enrolment of Katangese was shown to General MOBUTU at least 4 weeks ago with a verbal request that as the plan was prepared by ONUC but involved actual activities of the ANC, i.e. having soldiers sign contracts, take the oath of allegiance, be fed and clothed and generally administer and train these men, the ANC must give ONUC their views and expectations. The final draft of this paper was given to General MOBUTU on 6 Mar 63.
3. General MOBUTU stated that he wished to have the Katangese officers quartered and trained at KITONA. Also that he wished ONUC to provide transportation for all ranks to training centres, i.e. KONGOLO, LOKANDU, and IREBU. He has not given any further opinion on the actual enrolment procedures; the suggestion was made that transportation from enrolment points in KATANGA to KONGOLO by ONUC should be done after which the ANC would distribute their recruits to various centres. (This is impractical as the simple gathering of these recruits without further information or examination would create for ONUC a tremendous problem of ferrying and taxi services).
4. A message was sent on 13 Mar 63 to HQ Kat Area, EVILLE:

"FRENCH TRANSLATION OF DRAFT OF ENROLMENT PLAN WAS GIVEN SOME TIME AGO TO GEN MOBUTU. ANC HOWEVER DO NOT APPEAR TO BE INTERESTED IN ENROLLING ANY EX KAT GEN AND DO NOT WISH OUR ASSISTANCE EXCEPT TRANSPORT. WHILE STILL WATCHING SITUATION ONUC, UNTIL FURTHER NOTICE, WILL LET ANC AND CENTRAL GOVT AUTHORITIES CARRY OUT ENROLMENT PROCEDURES AS AND WHEN THEY SEE FIT. ANY REQUESTS FOR ASSISTANCE WITH THIS SUBJECT BY ANC TO ONUC WILL BE REFERRED TO MY HEADQUARTERS."
5. This is how the matter now stands.

EHP Garneau
(EHP Garneau)

Lt.-Col
ANC LO

NY = G-701
16/3/1963

GVT/212/63

Léopoldville, le 15 mars 1963

Monsieur le Premier Ministre,

Suite à ma lettre N° GVT/205/63 du 14 mars 1963 je voudrais vous demander encore une précision concernant l'organisation et la mise en oeuvre du programme de modernisation et d'instruction des Forces armées congolaises.

La répartition des responsabilités financières pour les dépenses qu'entraînerait le programme de modernisation et d'instruction n'a été clairement définie ni dans les lettres échangées par votre Gouvernement et l'Organisation des Nations Unies concernant ce programme ni dans les entretiens que nous avons eus à ce sujet. Nous croyons comprendre toutefois que la position du Gouvernement congolais est que les nations participant au programme d'assistance militaire devront défrayer les dépenses découlant de leur contribution, et que par contre la mission internationale d'assistance technique initialement proposée dans votre lettre du 20 décembre 1962 entrera dans le cadre du programme d'assistance technique des Nations Unies.

.../...

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République du Congo
Léopoldville

.../...

- 2 -

Je vous serais reconnaissant si vous vouliez
bien me confirmer ce point.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre,
les assurances de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

c / pce 100 ✓
19/3
Leopoldville, 14 March 1963

No.1033/227/QM - 5411

To the Force Commander

Leopoldville

Subject : Supply of rations to ANC - E'ville

My dear General,

I have the honour to acknowledge receipt of your letter of 6 March 63.

I thank you for the assistance you kindly gave to the 150 ANC troops at their arrival in E'ville.

As there is a difficulty in supplying rations, it is not possible to return those delivered by you. Furthermore, it is not advisable either, to deduct it from those you deliver every week to the Commander of ANC troops in A'ville.

I would like to pay for the supplies concerned. Therefore, I would be very grateful to let me have a five copy bill with the mention: "Arrêté à la somme de (in writing)" followed by the date and your signature.

To facilitate the preparation of this bill, please find enclosed one duplicate of the 'bordereau de livraison' which has been compiled for this purpose.

Maj.Gen. J.D. Mobutu

cc: Mr. Gardiner
Mr. Twigt
COS
CLO

SUPPLIES - 1

Date
Date :Index No.
N° de la réquisition Dry/2Date
Date : 15-1-63

AFC BATTALION C/O HQ KATANGA AREA

Unit Requesting
Unité faisant la réquisitionFor Issue
Pour distribution 15-1-63Consumption
Pour consommation 15-1-63

ELISABETHVILLE

Supply Depot
Dépôt de ravitaillementRation Strength
Nombre de rations pour l'effectif 150 (One day)

Authy :- Telephone Conversation between Maj FA MANNING and Maj J S NAGRA of date.

Representative Demanding Unit

Elis 19348

Représentant de l'unité faisant la réquisition

Commodity Requested Dénrée demandée	Surplus to be Underdrawn Qty Surplus à retirer Montant	Scale of Issue Catégorie de la ration	Entitlement Ration due	Issued Livré	Over/Under Issue Livraison excédentaire ou déficitaire	Remarks Observations
RICE			80	80	Lbs	
DRY FISH			74	74	Lbs	
FISH SARDINE			37	37	Lbs	In Tomatoes Sauce
CORNER BEEF			79	79	Lbs	
BISCUT SERVICE			18	18	Lbs	
MANIO FLOUR			46	46	Lbs	
MAIZE FLOUR			46	46	Lbs	
BEANS WHITE KENNY			18	18	Lbs	
SALT			5	5	Lbs	
COFFEE			3	2-4	Lbs/Ozs	
SUGAR			10	10	Lbs	
PALAM OIL			200	200	Lit	For 2 days ration 14 and 15 Jan 63. 112 Lit not issued on 14 Jan 63.
Passed for Issue sd / Major CO ONUC SUPPLY DEPOT					Received by the Rep of the AFC Bn	
CERTIFIED TRUE COPY sd / Major CO ONUC SUPPLY DEPOT (J S NAGRA)					sd / Major	

Issued By
Livré par(Supply Officer)
(Officier chargé du ravitaillement)Received the above mentioned in
Les denrées ci-dessus mentionnées ont été reçues en condition

Date

Signature

C/pd 100

GVT/205/63

Léopoldville, le 14 mars 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 514/63/CAB/PM concernant la modernisation et l'instruction des forces armées congolaises.

Je vous remercie des précisions que vous avez bien voulu me donner sur le rôle et les responsabilités des Nations Unies dans l'organisation et la mise en œuvre du programme de modernisation et d'instruction des forces armées congolaises ainsi que sur la date de la mise en œuvre du programme. Vous vous souviendrez que le Secrétaire général a déjà accepté, au nom de l'organisation des Nations Unies, les responsabilités découlant de votre demande d'assistance dans ce domaine. La lettre du 26 février de M. J.P. Dericoyard fait état de la décision de la République du Congo au sujet des pays auxquels il faudrait demander une assistance pour la modernisation de l'ANC, c'est-à-dire le Canada, l'Italie, la Norvège, Israël, la Belgique et les Etats-Unis. Conformément aux vœux du Gouvernement de la République du Congo, le Secrétaire général va prendre les dispositions nécessaires avec les pays mentionnés ci-dessus.

En ce qui concerne l'assistance requise pour l'organisation d'une mission internationale réduite d'assistance
.../...

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République du Congo
Léopoldville

.../...

- 2 -

technique comprenant principalement des représentants des nations participant au programme d'assistance militaire et qui conseillera et aidera le Commandant en chef de l'Armée nationale congolaise à contrôler et à coordonner les différents programmes d'équipement en matériel, de formation et d'assistance technique, il faut souligner que si cette mission se limitait aux pays mentionnés ci-dessus, elle ne pourrait guère être qualifiée de mission des Nations Unies. Par conséquent, il est considéré comme essentiel d'y inclure un certain nombre d'autres pays, pour lui donner une base plus large et un statut international correct. Nous suggérons donc d'y inclure un représentant de chacun des pays suivants: Ethiopie, Nigéria et Tunisie.

Je tiens à vous assurer que le Siège des Nations Unies s'emploie avec la plus grande diligence à arrêter les mesures définitives avec les pays que vous avez proposés en vue de commencer la formation de l'ANC dans les meilleurs délais.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

C/PC 100

EVI/204/63

Léopoldville, le 14 mars 1963

Monsieur le Premier Ministre,

..... J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint une lettre en date du 14 mars qui vous a été adressée par le Secrétaire général concernant la réinstallation de l'ANC au Sud-Katanga et dont je viens de recevoir le texte par télégramme.

Je saisis cette occasion pour vous réitérer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.

R.E.A. Gardiner
Chargé de la Mission
des Nations Unies
au Congo

Sen Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République du Congo
Léopoldville

C / per 100

GVT/204/63

Le 14 mars 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° 532/63/CAB/PM du 9 mars 1963 concernant la réinstallation de l'ANC au Sud-Katanga.

Comme vous avez bien voulu le souligner, l'ONU a toujours reconnu la nécessité de réinstaller l'ANC au Sud-Katanga. C'est en raison de la tension qui existe encore dans cette province et de l'hostilité de certains éléments de la population envers l'ANC que l'ONU a cru nécessaire d'insister sur une implantation échelonnée, contrôlée et soigneusement préparée. Il y a eu récemment, comme vous le savez, quelques incidents regrettables à Elisabethville dans lesquels des éléments de l'ANC ont été impliqués. Vous conviendrez avec moi qu'il est essentiel, dans l'intérêt même du Congo et de l'ANC, d'éviter au Sud-Katanga la répétition de tels incidents. Il est également essentiel qu'avant d'être implantées au Sud-Katanga, les unités de l'ANC soient dotées de soutien logistique adéquat et qu'elles aient la discipline nécessaire pour accomplir leur tâche.

Je comprends votre désir d'accélérer la réinstallation de l'ANC au Sud-Katanga et je tiens à vous

.../...

Son Excellence
Monsieur Cyrille Adoula
Premier Ministre de la République du Congo
Léopoldville

.../...

- 2 -

assurer que l'ONU mettra tout en oeuvre pour que cette réinstallation se fasse rapidement, dans l'ordre et la discipline.

Toutefois, je ne puis passer sous silence votre mention de la possibilité de mesures unilatérales au cas où l'implantation de l'ANC ne se ferait pas au rythme que vous souhaitez. Je regrette cette mention parce que, comme vous le savez, l'ONU n'a qu'un désir depuis le début de son opération au Congo: celui d'aider votre pays et votre Gouvernement. Je suis sûr qu'en mentionnant la possibilité de mesures unilatérales, vous n'avez pas voulu la brandir comme une menace. Néanmoins, je dois attirer votre attention sur le fait qu'au cas où votre Gouvernement procéderait à l'envoi des unités de l'ANC au Sud-Katanga par ses propres moyens et sans consultation avec l'ONU, cela risquerait de créer une situation où deux forces armées sous commandement différent se trouveraient juxtaposées. Une telle situation pourrait facilement mener à un conflit entre les deux forces armées en présence. Or ni l'ONU ni les gouvernements qui ont contribué des contingents à sa force au Congo ne peuvent accepter la possibilité d'un conflit entre l'ANC et les troupes de l'ONU et, pour éviter un tel conflit, je serais obligé d'ordonner le retrait des troupes de l'ONU des régions occupées par l'ANC.

En ce qui concerne le programme de réorganisation et d'instruction des forces armées congolaises, je suis tout-à-fait d'accord avec vous sur la nécessité de le mettre en oeuvre le plus rapidement

.../...

.../...

- 3 -

possible. C'est une mesure essentielle. J'ai déjà commencé les prises de contact avec les gouvernements intéressés et je puis vous assurer que tout sera fait pour la mise en oeuvre rapide de ce programme.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma très haute considération.

U Thant
Secrétaire général

C/POL 111(1)

Léopoldville, 13 March 1963

Dear Mr. Leshem,

I have the honour to acknowledge your letter of 8 March 1963 concerning Israeli assistance for the program for the modernization and training of the Congolese Armed Forces.

I have transmitted informations contained in your letter to United Nations Headquarters in New York.

Yours sincerely,

R.K.A. Gardiner
Officer-in-Charge ONUC

Mr. Moshe Leshem
Chargé d'Affaires a.i.
Ambassade d'Israel
Léopoldville

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

Rec 14/3

INTER - OFFICE MEMORANDUM

12 March 1963 196.....

To : Mr. R.K.A. Gardiner, Officer-in-Charge, ONUC, Léo.
From : F.T. Liu, Special Assistant to Officer-in-Charge.
Subject : Re-organization of ANC
Introduction of ANC in South-Katanga.

I had a meeting with General Kebbede on 11th March at the latter's request. Two questions were raised:

1- Re-organization of ANC:

The General is not in favor of the idea of appointing a UN senior officer, ^{by the constitution of the military assistance programme} as suggested in one of your cables to Bunche. He considers that the present UN Force Headquarters could do the job. In any case, the question seems to have been overtaken by the latest cable from Bunche (2004).

2- Introduction of ANC in South-Katanga:

The General is of the view that priority should be given to introducing ~~the~~^a "groupement HQ" into South-Katanga.

NY 6-556

8th March, 1963

Dear Mr. Ambassador,

The Central Government is anxious to establish a military training centre for ex-Katangese Gendarmerie officers now integrated into the ANC. In this connection, they consider KITONA to be the most suitable location because of the facilities available there and accordingly have requested the UN to allow portion of KITONA Base to be used for their training centre.

On the understanding that the allotting of portion of KITONA Base to ANC would be made on a purely temporary basis, pending final settlement in regard to Belgian Government property, and that it would not imply any abrogation of Belgian rights, ONUC is prepared to recommend the request of the Central Government.

I should therefore be most grateful if you would be kind enough to ascertain whether your Government, in agreement with ONUC, would be prepared to concur in this matter.

Yours sincerely,

R.K.A. Gardiner
Officer-in-Charge ONUC -

His Excellency
le Comte de Kerchove de Denterghem,
Ambassador of Belgium
LEOPOLDVILLE

Antaresco J. Israel

L.181/63

Leopoldville, March 8, 1963.

Mr. Robert GARDINER
Chief of U.N. Mission
in the Congo
LEOPOLDVILLE

Dear Mr. Gardiner,

Pursuant to our conversation of Wednesday, March 6, 1963, I have to honour to inform you that General Izhak RABIN and Col. GUR have completed their preliminary talks with the Congolese Authorities.

Both H.E. the Prime Minister and the C-in-C of the A.N.C. have expressed complete approval of the ideas regarding the training of paratroopers within the frame-work of the envisaged program for the modernization of the Congolese Army, as outlined by Gen. RABIN.

Upon the return of the two officers, concrete proposals for the training of paratroopers by Israeli personnel will be submitted. General RABIN also expressed Israel's readiness to start such a training program as soon as it receives the approval of the Central Government and the United Nations authorities concerned.

Please accept the expression of my highest consideration.

Yours sincerely,

Moshe LESHEM
Chargé d'Affaires a.i.

**SECRET
ROUTINE**

CANADIAN CIPHER

C/Pd/1000

F 070730Z

FM ONUC ELI

TO ONUC LEO

BT

AC

Paraphrase NOT required.
No unclassified reply or
reference

**S E C R E T ELLEO 588 GARDINER FORCE COMDR FROM MATHU
PREMCHAND.**

1. SUMMARY OF INCIDENTS INVOLVING ANC SOLDIERS:

**ALFA 27 JAN. UN CAR STOPPED OUTSIDE ELEOS RESIDENCE. OUR
AIDE MEMOIRE NO 121 FROM MR VALDES TO MR MATHU
BRAVO 22 FEB. ARREST OF BELGIAN SUBJECT BANNEUX. OUR
ELLEO 533**

**CHARLIE 22 FEB. ARBITRARY CONFISCATIONS MADE BY ANC
DELTA 22 FEB. ARBITRARY CONTROLS OF CIVILIAN CARS OUTSIDE
ILEOS RESIDENCE ORDERED BY ILEO DIRECT TO HIS GUARD
WITHOUT KNOWLEDGE OF ANC HQ**

**ECHO 24 FEB. 6-7 ANC SOLDIERS ENTERED A HOUSE, ARRESTED
3 CIVILIANS AND BEAT UP 1. OUR ELLEO 547**

**FOXTROT 26-27 FEB. INCIDENTS INVOLVING ANC, EX KATGEN
AND POLICE IN WHICH 2 ANC SOLDIERS, 1 EX KATGEN AND 1
POLICE WERE KILLED. OUR ELLEO 551 AND 552**

**GOLF 27-28 FEB. 2 POLICEMEN WERE ARRESTED BY ANC AND
TAKEN TO KARAVIA. LATER 1 WAS FOUND WOUNDED HAVING BEEN
STABBED. THE OTHER WAS FOUND DEAD ON 5 MAR. DURING THE
SEARCH 1 UNIDENTIFIED BODY WAS FOUND. OUR MIL OPS 0490
OF 28 FEB AND 0405 OF 6 MAR**

...../2

SECRET

SECRET

PAGE TWO S E C R E T ELLEO 588

HOTEL 28 FEB. ANC SET UP 1 ROAD BLOCK WEST OF KARAVIA AND
ANC WERE RELUCTANT TO REMOVE IT. ETH TPS WERE ORDERED
TO DO SO AND FREEDOM OF MOVEMENT WAS RESTORED. OUT ELLEO
557

2. FIRST ANC UNITS ARRIVED HERE ON 10 JAN. WE STARTED
JOINT PATROLS ON 27 JAN AND IT IS SIGNIFICANT THAT NO
SERIOUS INCIDENTS INVOLVING ANC OCCURRED UNTIL AFTER
22 FEB. IT IS SUGGESTED THAT THESE COULD HAVE OCCURRED
DUE TO VISIT OF THE PRIME MINISTERS PARTY

BT

05/07/JBS/071205Z MAR 63

SECRET

6 mars 1963

514/63

CAB/PM

NY = G - 650
6/3/1963
91

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre N° GVT/175/63 du 4 mars 1963 concernant la modernisation et l'instruction des forces armées congolaises.

Je marque mon accord sur les deux points que vous avez exposés dans la lettre, à savoir :

- 1- le rôle et les responsabilités de l'ONU dans l'organisation et la mise en oeuvre du programme de modernisation et d'instruction des forces armées congolaises définis par ma lettre N° 5243/62/CAB/PM du 20 décembre 1962.
- 2- Le Gouvernement congolais souhaite que le programme en question soit mis en oeuvre aussi tôt que possible. Il n'y a donc pas lieu d'attendre que les troupes de l'ONU quittent le Congo pour ce faire.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, les assurances de ma très haute considération.

LE PREMIER MINISTRE

Cyrille ADOULA

Monsieur le Chargé de Mission
des Nations-Unies au Congo

N/Réf.: SVI/175/63

Leopoldville, le 4 mars 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à la lettre N° 00460/CAB/PM en date du 26 février 1963 que m'a adressée en votre nom M. le Ministre Gericoyard concernant la modernisation et l'instruction des forces armées congolaises.

J'ai noté avec attention les indications données dans cette lettre que j'ai transmises aussitôt au Secrétaire général. Toutefois il existe encore, à mon avis, certains points qui ont besoin d'être clarifiés.

Afin d'éviter tout retard dans l'organisation et la mise en œuvre du programme de modernisation et instruction des forces armées congolaises, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me confirmer les deux points suivants, qui sont basés sur votre lettre N° 5243/C2/CAB/PM du 20 décembre 1962, comme aussi sur les entretiens que nous avons eus à ce sujet.

1 - Nous croyons comprendre que le rôle et les responsabilités de l'ONU dans l'organisation et la mise en œuvre du programme de modernisation et d'instruction des forces armées congolaises sont définies par votre lettre N° 5243/C2/CAB/PM du 20 décembre 1962 et que la lettre N° 00460/CAB/PM du 26 février 1963 donne des indications supplémentaires qui ont pour but de guider le Secrétaire général dans ce domaine.

2 - Nous supposons que le Gouvernement congolais souhaite que le programme en question soit organisé et mis en œuvre aussitôt que possible. Il n'y a donc pas lieu d'attendre que les troupes de l'ONU quittent le Congo pour ce faire.

Son Excellence M. Cyrille Adoula,
Premier Ministre de la République du Congo
LEOPOLDVILLE

.../...

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir m'indiquer
aussi tôt que possible votre accord sur les points exposés ci-
dessous. Dès que j'aurai reçu votre réponse, je la communiquerai
au Secrétaire général afin qu'il puisse prendre des dispositions
nécessaires avec les Gouvernements intéressés.

Veuillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, les
assurances de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

CONFIDENTIAL

MB-49

2 March 1963

TO: Lt.Col. J. Macrup,
ADNS HQ Kat. Area.

FROM: E.W. Mathu, Chief UN Representative in
Elisabethville.

SUBJECT: Medical Cover - ANC Troops.

I thank you very much for your confidential memorandum
No. Med 179 - 9/63/JN/MB on the above subject.

I have taken action along the lines of your paragraphs 2, 3 and 4.
Copies of my correspondence to the Resident Minister of State Mr. Ileo
are attached hereto for your information.

....

On receipt of replies to these two letters from Mr. Ileo, I will
communicate with you further.

Misc. 104/63

Elisabethville, le 2 mars 1963.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à la question des services sanitaires nécessaires aux troupes de l'ANC au Katanga.

Vous savez peut-être que l'ONUC a pris des dispositions, dans les cas où il n'est pas facile d'aménager un service médical pour les troupes de l'ANC, pour assurer ce service elle-même dans la mesure où ses ressources locales le lui permettaient.

L'ONUC a examiné cette question très minutieusement pour Elisabethville. Elle constate que le maintien des services sanitaires pour les troupes de l'ONUC au Katanga représente en soi un problème considérable; il n'est donc pas souhaitable qu'elle assume des services médicaux supplémentaires pour les troupes de l'ANC à Elisabethville.

L'ONUC pense qu'il vous sera facile de prendre des dispositions pour la création d'un service sanitaire pour les troupes de l'ANC en utilisant le Ministère local de la Santé qui avait déjà un service analogue pour la gendarmerie katangaise.

Je vous serais très obligé de me faire part de votre avis sur cette question.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Eliud W. Mathu
Représentant des Nations Unies
à Elisabethville

Son Excellence
Monsieur Joseph Iléo
Ministre d'Etat résidant au Sud-Katanga
Elisabethville
République du Congo

Elisabethville, le 1er mars 1963.

Monsieur le Ministre,

A la demande du Ministre des Affaires Etrangères de Léopoldville, l'ONUC avait pris en octobre dernier des dispositions pour que l'Hôpital de la Croix-Rouge italienne contrôle les certificats sanitaires des voyageurs empruntant l'aérodrome d'Elisabethville, lors de la reprise générale des services aériens.

Il s'agissait d'un dispositif provisoire en attendant que le Gouvernement central affecte ses propres agents à ce service. L'Hôpital de la Croix-Rouge italienne au service de l'ONUC s'acquitte de cette tâche depuis que les avions ont recommencé à décoller et à atterrir à l'aéroport d'Elisabethville.

Je vous serais obligé de m'informer si le ce service de contrôle des certificats de vaccination des passagers à l'aéroport peut maintenant être assumé par des fonctionnaires du Gouvernement central, en vue de libérer l'Hôpital de la Croix-Rouge italienne de cette responsabilité. Je veux croire que vous serez bientôt en mesure de m'informer que des fonctionnaires du Gouvernement central peuvent maintenant assurer ce service.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Eliud W. Mathu
Représentant des Nations Unies
à Elisabethville

Son Excellence
Monsieur Joseph Iléo
Ministre d'Etat résidant au Sud-Katanga
Elisabethville
République du Congo

SECRET
PRIORITY

S 011145Z

FM KATAREA ELI

TO ONUC LEO

BT

CANADIAN CIPHER

AC

Paraphrase NOT required.
No unclassified reply or
reference

S E C R E T MIL OPS 0314 GARDINER FORCE COMDR FROM MATHU

PREM CHAND RE YOUR EV 295 OF 26 FEB

1. UP TO NOW ANC HAVE HAD INDEPENDENT GUARDS IN ELI AS FOLLOWS

(A) RESIDENCE OF MINISTER ILEO - AROUND 10 MEN

(B) DEFENCE MINISTRY AND ANC HQ - AROUND 10 MEN

2. JOINT POSTS HAVE BEEN ESTABLISHED AT FOLLOWING PLACES AND

WITH ANC NUMBERS AS STATED BELOW;

(A) MAIN POLICE STATION -7 ANC

(B) KENYA POLICE STATION -5 ANC

(C) KATUBA POLICE STATION - 5 ANC

(D) ALBERT POLICE STATION -5 ANC

THIS WAS NECESSARY AS JOINT PATROLS ARE CARRIED OUT FROM

THE POLICE STATIONS

(E) RADIO STATION -4 ANC

(F) BANK OF KATANGA -6 ANC

SECRET

SECRET

PAGE TWO SECRET MIL OPS 0314

3. REFER OUR ELLEO 556 OF 28 FEB. FROM NOW ON ANC WILL ONLY
KEEP GUARD AT FOLLOWING PLACES;

- (A) RESIDENCE OF MINISTER ILEO -8 ANC
- (B) DEFENCE MINISTRY AND ANCA HQ -8 ANC
- (C) BANK OF KATANGA -6 ANC (JOINT POST)

BT

11/01/GV/1500Z MAR 63

SECRET

26 février 1963.-



CABINET
DU PREMIER MINISTRE

N° 000400

CABINET

Monsieur Robert JARDIN
Chargé de la Mission de l'O.R.A.C.
à Brazzaville.

Objet: Assistance technique.

Monsieur le Chargé de Mission,

Dans le cadre de l'assistance technique au Congo, après le départ des troupes de l'Organisation des Nations Unies, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement de la République du Congo a décidé d'avoir recours aux pays ci-après pour la modernisation de l'A.R.A.C. :

- | | | |
|--------------|---|---|
| 1) Le CANADA | - | pour la formation des écoles technique (Transmissions) |
| 2) L'ITALIE | - | " " de l'aviation |
| 3) Le JAPON | - | " " de la Marine |
| 4) L'IRAN | - | " " de la formation de nos para |
| 5) Le LIBAN | - | " " des techniciens des Quartiers Généraux A.R.A.C. et des Groupements. |

La technique d'assistance en plus : de nos bases de la police de nos diverses écoles militaires.

En plus de ces pays, j'attire votre attention sur le fait que les Etats-Unis s'interviendront pour la fourniture du matériel indispensable pour la bonne réussite de cette assistance technique.

Je vous remercie que vous ne verrez aucun inconvénient pour que cette aide d'une grande utilité nationale se réalise sans aucune difficulté, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma considération très distinguée.

Pour le Premier Ministre,

M. J. DERIGIAND
Ministre des Affaires Economiques et des

ETAT DU KATANGA

Cabinet du Président

SR/1817,

Elisabethville, le
B.P. 748

25 février 1963.

C / Pol 000 Kai
Xref C Pol 100

Monsieur le Représentant de l'Organisation

des Nations-Unies à

ELISABETHVILLE.

Monsieur le Représentant,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir, pour votre information copie
de la lettre que j'adresse ce jour à Monsieur le Ministre ILEO.

Je vous en souhaite bonne réception et vous prie d'agréer, Monsieur
le Représentant, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Président absent,

le Ministre chargé des affaires courantes,

E. KIMBA.

25 février 1961.

MR/1916.

Monsieur le Ministre ELBO.

ELISABETHVILLE
.....

Monsieur le Ministre,

Je me vois obligé de protester énergiquement contre le comportement des soldats de l'A. N. C. vis-à-vis de la population en général et des gendarmes en particulier.

Je tiens à vous signaler le cas du Caporal MAFUTA du village de Shakala, Chefferie Mwata Yamvo ; l'intéressé se trouvait le 23 courant devant sa maison à la Commune Albert. Il fut invité à suivre des soldats de l'A. N. C. à l'ancienne permanence de Police de cette Commune. Il y fut battu et blessé par deux coups de baïonnette, ce qui nécessita son transport à l'Hôpital Prince Léopold.

Vous devez comprendre que ceci n'est pas fait pour faciliter l'incorporation de la Gendarmerie dans l'A. N. C. et afin d'arriver à une solution de réconciliation et d'entente, je vous saurais infiniment gré de bien vouloir donner des ordres formels afin que de tels actes ne se reproduisent plus à l'avenir.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma plus haute considération.

Pour le Président absent,

le Ministre chargé de la gestion des affaires
courantes,

E. KIMBA.

Léopoldville, le 22 février 1963

Notre réf: GVT/149/63

Monsieur le Premier Ministre,

Me référant à ma lettre N° GVT/655 en date du 8 octobre dernier et à la correspondance prolongée échangée entre le Général Mobutu et le Commandant de la Force, j'ai l'honneur par la présente de clarifier notre position.

A l'heure actuelle, nous délivrons à l'ANC à Albertville, sur une base hebdomadaire, des rations pour environ 5000 hommes. Nous sommes disposés à les accorder à un maximum de 8000 hommes, et des mesures peuvent être prises soit à Albertville soit à Lulubourg pour la délivrance des rations aux 3000 hommes supplémentaires. Je regrette vivement qu'il ne nous soit pas possible de fournir des rations dans les autres localités mentionnées dans la lettre N° 1033/965/OP-5411 que le Général Mobutu a adressée le 30 novembre 1962 au Commandant de la Force, étant donné que nous comptons retirer prochainement nos troupes de ces localités. Nous proposons d'envoyer d'Albertville les rations destinées à des localités telles que Goma ou Bukavu.

Nous aurons besoin d'un préavis d'au moins deux mois pour fournir ces rations supplémentaires. Je suggère donc que le Commandant en chef de l'ANC communique dès que possible au Commandant de la Force le chiffre des effectifs pour lesquels l'ANC aura besoin de rations à Albertville ou Lulubourg.

Je vous saurais gré de bien vouloir nous faire savoir dès que possible vos vues à ce sujet, et je vous prie d'agréer, Monsieur le Premier Ministre, les assurances de ma haute considération.

R.K.A. Gardiner,
Chef de la Mission des
Nations Unies au Congo -

Son Excellence M. Cyrille Adoula,
Premier Ministre de la République du Congo
LEOPOLDVILLE

Copie : S.E. M. le Ministre de la Défense Nationale



REPUBLICA CONGOLESA

15447 et 1563

N° 98/63

Monsieur le Chargé de Mission,

J'ai l'honneur d'ackuser réception de votre lettre du 14 février 1963 concernant la réinstallation des unités de l'ANC au Sud-Katanga dans leurs positions au 30 juin 1960.

Ces troupes sont à la disposition du Gouvernement Central. Cependant j'accepte dans le souci de collaboration, qu'elles soient pendant la période temporaire actuelle d'alerte sous le commandement opérationnel du Général commandant les Forces des Nations-Unies au Katanga.

J'apprécie les raisons que vous m'avez données pour justifier l'application temporaire de ces modalités et je leur donne mon accord de principe.

Le texte de ces modalités sera transmis sans délai à Monsieur le Ministre l'ON pour qu'il en assure l'application en tenant compte du deuxième paragraphe de la présente.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé de Mission, l'assurance de ma très haute considération.

LE PREMIER MINISTRE

Cyille ADOULA

Monsieur le Chargé de Mission
des Nations-Unies au Congo

LEOPOLEVILLE

REINSTALLATION DE L'ANC AU SUD-KATANGA.

A- Activités opérationnelles, emplacement et mouvements des unités de l'ANC au Sud-Katanga.

Jusqu'à la fin de la période d'alerte, toutes les unités de l'ANC au Sud-Katanga seront placées sous le commandement et le contrôle du Général commandant les troupes de l'ONU de la région katangaise (bien qu'elles ne soient pas incorporées dans la Force des Nations Unies) pour toutes les activités opérationnelles aussi bien que pour l'emplacement et les mouvements des unités.

B- Appui logistique.

L'appui logistique des unités de l'ANC restera la responsabilité du Gouvernement Central. Cependant, toute assistance à cet égard qui pourra être demandée à l'ONU leur sera fournie par accord mutuel entre les autorités de l'ONUC et le Gouvernement Central.

C- Soins médicaux.

Là où il n'est pas pratique de prendre des dispositions localement pour subvenir aux besoins médicaux des troupes de l'ANC, l'ONUC leur fournira les facilités dans ce domaine dans la mesure de leurs ressources locales.

D- Liaison.

Pour assurer une coopération effective, il est impératif qu'il y ait une liaison étroite et une coopération constante entre les commandants de l'ANC et de l'ONUC à tous les postes de commandement de l'ANC, y compris les postes de commandement des unités, auront des officiers de liaison attachés d'une façon permanente aux Quartiers Généraux militaires de l'ONUC responsables pour les secteurs et les stations intéressés.

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

FEB 14 1963

ACTION

INTER - OFFICE MEMORANDUM

IMMEDIATE

Mr. Gardiner please *14 Feb 63*

A : Chief Administrative Officer
De : Force Commander
Objet : ANC Rations

TO:	1 <i>Mr. Menon</i>
	2
	11 February 1963
<input type="checkbox"/>	Action Completed
<input type="checkbox"/>	Acknowledged
<input type="checkbox"/>	No Action Required
INITIALS	

Reference: Further to my letter of February 6
63 and my telephone conversation with
you of 8 Feb 63.

1. I forward herewith a draft reply from Mr. Gardiner to the Congolese Prime Minister on the said subject.
2. I am of the considered opinion that some specific reply should be sent to them to clarify the issue as otherwise it places me in an embarrassing position with General Mobutu.

Kebbede Guebre
Lt. Gen.
KEBBEDE GUEBRE
Force Commander

Draft

To: Mr. C. Adoula,
Prime Minister,
Leopoldville.

From: Mr. R. Gardiner,
Officer-in-Charge, ONUC
Leopoldville.

Subject: Rations - Aid to ANC

Your Excellency,

1. With reference to my letter No. GVT/655/62 dated 8 Oct 62 and protracted correspondence that has been exchanged between General Mobutu and the Force Commander, may I take this opportunity to clarify the position.
2. We are at present issuing to the ANC rations for approximately 5000 troops on weekly basis at Albertville. We are prepared to increase this aid to you for upto a maximum of 8000 troops in all and the issues on weekly basis for additional 3000 troops can be arranged either at Albertville or Luluabourg. I very much regret to say that it shall not be possible for us to supply you rations at other places mentioned in General Mobutu's letter No. 1033/965/QM-5411 dated 30 Nov 62 to the Force Commander as, in the near future, we propose to withdraw ONUC troops from those places. It is suggested that rations for places like Goma/Bukavu could be conveyed by you from Albertville.
3. ~~It may please be noted that~~ ~~we~~ shall require at least two months notice to procure this additional requirement. I therefore suggest that the number of troops for which rations will be required by the ANC at Albertville/Luluabourg, be communicated to the Force Commander as soon as possible by the Commander-in-Chief of the ANC.
4. May I please request your Excellency for early comments on the matter.

With best regards.

Yours faithfully,

R. GARDINER

cc:

Force Commander
Chief Administrative Officer
Chief Logistics Officer

N/Réf.: GVT/128/63

Léopoldville, le 14 février 1963

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer que les préparatifs pour le transfert du 2^e Bn de l'ANC de Kamina à Elisabethville et son remplacement à Kamina par le 13^e Bn sont maintenant dans un état très avancé et qu'incessamment la première compagnie du 2^e Bn pourra faire son entrée dans la capitale du Sud-Katanga.

..... Je vous envoie ci-joint le texte d'un télégramme que le Lt Colonel Garnesou de l'ONU et le Capitaine Molongya de l'ANC viennent d'adresser à ce sujet conjointement au Commandant en Chef de l'ANC et au Commandant de la Force des Nations Unies au Congo.

..... Je vous envoie également ci-joint les modalités que les autorités militaires de l'ONUC suggèrent de suivre en ce qui concerne l'installation des unités de l'ANC au Sud-Katanga. Ces modalités, il y a lieu de le souligner, ont un caractère essentiellement

.../...

Son Excellence Cyrille Adoula
Premier Ministre
de la République du Congo
Léopoldville

.../...

- 2 -

temporaire et ne s'appliqueront que pendant la période actuelle d'alerte. Je suis sûr que vous trouverez ces modalités réalistes et raisonnables et consentirez à leur donner votre accord de principe. Comme il s'agit là d'une question qui intéresse en premier lieu les autorités en place de la province, je voudrais vous suggérer, si vous êtes d'accord à ce sujet, de transmettre le texte de ces modalités à Monsieur le Ministre Ilco pour qu'il en assure l'application.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Premier Ministre, pour vous réitérer les assurances de ma très haute considération.

R.K.A. Gardiner
Chargé de la Mission des Nations Unies
au Congo

REINSTALLATION DE L'ANC AU SUD-KATANGA.

A- Activités opérationnelles, emplacement et mouvements des unités de l'ANC au Sud-Katanga.

Jusqu'à la fin de la période d'alerte, toutes les unités de l'ANC au Sud-Katanga seront placées sous le commandement et le contrôle du Général commandant les troupes de l'ONU de la région katangaise (bien qu'elles ne soient pas incorporées dans la Force des Nations Unies) pour toutes les activités opérationnelles aussi bien que pour l'emplacement et le mouvement des unités.

B- Appui logistique.

L'appui logistique des unités de l'ANC restera la responsabilité du Gouvernement Central. Cependant, toute assistance à cet égard qui pourra être demandée à l'ONU leur sera fournie par accord mutuel entre les autorités de l'ONUC et le Gouvernement Central.

C- Soins médicaux.

Là où il n'est pas pratique de prendre des dispositions localement pour subvenir aux besoins médicaux des troupes de l'ANC, l'ONUC leur fournira les facilités dans ce domaine dans la mesure de leurs ressources locales.

D- Liaison.

Pour assurer une coopération effective, il est impératif qu'il y ait une liaison étroite et une coopération constante entre les commandants de l'ANC et de l'ONUC à tous les échelons. Afin de réaliser cet objectif tous les postes de commandement de l'ANC, y compris les postes de commandement des unités, auront des officiers de liaison attachés d'une façon permanente aux Quartiers Généraux militaires de l'ONUC responsables pour les secteurs et les stations intéressés.

De Lt Col. Garnaud et Capt. Molongya.

Concernant la rotation du 28 Bn et 138 Bn ANC.
Rapport de la situation No. 1.

A- Le Lt Col. Garnaud, Capt. Brar ONUC et Capt. Molongya ANC sont arrivés Kamina le 9 février. 10 février avons mis 28 Bn au courant ANC événements à venir. Major Youss, Comdt du 28 Bn a exprimé le désir de prendre sa retraite. Situation matérielle de ce Bn peu complètement amélioré par l'ONUC et l'ANC depuis implantation à Kamina. Capt. Brar travaille avec 28 Bn pour vérifier matériel, Lt. Liston aide en cela et vérifie questions du personnel. Capt. Takusa et Capt. Niela arrive le 11 février de Léo.

B- Le 11 février, Lt Col. Garnaud, Capt. Molongya, Capt. Sonasal, nouvel officier ONUC au Bn congolais et Adj. Chef du 28 Bn ont visité 138 Bn à Kabonge. Impression générale de la place est de sérénité mais populace craint encore les mines Katangaises et n'osent travailler la terre. Le 138 Bn dans son hôpital autrement désert et dénué. Avons rencontré Lt Kapepa du Quartier Général avance Aville en visite aussi pour déplacement 138 Bn. Bn possède vivres et chaussures mais en quantités insuffisantes. Capt. Niela Comdt du Bn au Quartier Général à Léo donc reçu par Lt. Fotopete Comdt en second. Rapports du 28 Bn et du Quartier Général secteur C disant que route Kamina-Kabonge impraticable. Situation 138 Bn :

1. Pers. 23 080, 516 hommes.
2. Armement: carabines 556 de marque Mauser, Pal et APH.
trombon Energe aucun
vigneron 36

.../...

mortiers 60 MM	7	
blindicide	2	
pistolets	37	
mitrailleuses 30 MM	4	
mortiers 81 MM	6	
canon 75 pour 3		
mi 50 pour 1		
mor 4.2		aucun

3. Transmissions. Postes ANGRC 9 pour 13
ANPRO 10 pour 23, dont
9 en panne. Il manque un commutateur 71 et deux 72.
Cables, tél phones, hauban manquent mais autrement
situation bonne.
4. Transport. 19 jeeps
20 camions, ceci inclus bureaux,
réparations citernes mais batteries manquent pour
presque tous. Beaucoup de pièces de rechange man-
quent.
5. Munitions première ligne de Bn. Matériel de pionnier
pour cuisinier, matériel de tailleur, de cordonnier,
de charpentier, brûlé et sauté à Kabolo le 24 janvier.
6. Il faut environ 75 paires de bottines.
7. Communications entre 2^e et 13^e Bn seront établies
par radio à partir du 12 février. Deux officiers
du 13^e Bn revenus à Kamina avec nous pour liaison
avec 2^e Bn.

C- Recommandons :

1. Râtiage de mines à Kabonge. Voir progrès de la
levée de mines au pont de rail à Longwe qui sera
peut-être vérifié selon Général Wheeler par génie
indien.
2. Quartier Général avertir Quartier Général avance
Aville du besoin de remplacer le 13^e Bn à Kabonge

par au moins une compagnie de troupes.

3. Permission si possible de ravitailler immédiatement le 13^e Bn à Kabonge en vivres et en essence par ONUC de Kamina. Examen de la disposition de vivres par l'ANC Aville si le 13^e Bn ne les reçoit pas.
4. Augmenter nombres d'officiers du 13^e Bn à 27 (29) officiers au moins.
5. Ce qui reste de personnel et matériel du 2^e Bn à Thyville soit envoyé directement à Eville.
6. Matériel du 13^e Bn brûlé et sauté à Kabale soit remplacé plus tôt possible par ANC.
7. Déplacement du 13^e Bn soit fait par train.
8. Un officier comdt de grade supérieur à Capt. Comdt. au moins Major, doit être prévu pour le 13^e Bn.
9. Soins médicaux par ONUC au 13^e Bn doivent commencer immédiatement car officier médical du 2^e Bn doit partir 22 février pour rapatriement.

D- Nous allons 12 février à Eville examiner l'emplacement du 2^e Bn après quoi état de choses et recommandations seront faits.

S 101100Z

FM ONUC ELI

TO ONUC LFO

BT

S E C R E T ELLED 449 PERSONAL FOR GARDINER. FROM URQUHART
RIKHYE

PARA 1 HAVE HELD FULL AND FRANK DISCUSSIONS WITH PREM
CHAND AND SHERRY WHO HAVE RESTATED VIEWS EXPRESSED IN
MIL OPS 0359. WHILE IT IS GENERALLY AGREED THAT ANC
SHOULD BE INTRODUCED IN MOST ORDERLY POSSIBLE WAY AND
SOON, THEY ARE NATURALLY ANXIOUS TO AVOID THE BAD RESULTS
OF HASTY MOVE OF ANC ON UNDEFINED BASIS. SUCH RESULTS
WOULD AROUSE THE STRONGEST CRITICISMS AMONGST THOSE WHO
TODAY URGE THIS COURSE

PARA 2 IF ANC IN ELI AREA IS NOT TO BE ONUC CONTINGENT
IT MUST BE UNDER ONUC COMMAND AND CONTROL WHILE ONUC IS
STILL RESPONSIBLE FOR LAW AND ORDER SINCE DIVIDED CONTROL
ON LAW AND ORDER IS NOT PRACTICABLE

PARA 3 ALTHOUGH MOBUTU WHILE IN ELI AGREED WITH PREM
CHAND TO PUT ANC UNDER ONUC COMMAND AND CONTROL AND
PROMISED TO PUT THIS AGREEMENT IN WRITING, HE HAS NOT
YET GIVEN ANY WRITTEN UNDERTAKING AND WE NOW UNDERSTAND

...../2

PAGE TWO SECRET ELLED 449

THAT HE OBJECTS TO ONUC COMMAND AND CONTROL

PARA 4 CENTRAL PROBLEM THEREFORE IS TO FIND MUTUALLY ACCEPTABLE FORMULA FOR SUFFICIENT ONUC CONTROL OF ANC TO SAFEGUARD LAW AND ORDER RESPONSIBILITIES. WOULD SUGGEST THAT IMMEDIATE PRACTICABLE FORMULA WOULD BE AGREEMENT TO ONUC RESPONSIBILITY AND CONTROL FOR ALL OPERATIONAL MOVES AND LOCATION OF ANC TROOPS IN SOUTH KATANGA. IT WOULD BE ESSENTIAL TO HAVE THIS FORMULA IN WRITING

PARA 5 IF SUCH FORMULA AGREED, STEADY INTRODUCTION OF ANC FROM KAMINA SHOULD START AS SOON AS POSSIBLE. IF ANC DOES NOT ACCEPT THIS FORMULA, PREMCHAND FEELS IT WOULD BE FAR BETTER TO ALLOT THEM AREAS WHERE ONUC IS NOT PRESENT AND IS NOT RESPONSIBLE FOR LAW AND ORDER IF THIS WERE ACCEPTABLE TO FORCE COMDR. THIS WOULD INCUR GREAT RISKS AND IS A VERY POOR ALTERNATIVE

PARA 6 EVEN IF CURRENT ANC PROBLEM IS SOLVED ALONG LINES SUGGESTED ABOVE, LONG TERM PROBLEM REMAINS OF HOW TO AVOID DISORDERS AFTER ONUC CONTROL IS REDUCED OR REMOVED WITH ALL VERY POSSIBLE GRAVE CONSEQUENCES TO LIFE AND ECONOMY OF KATANGA. 1. VERY SERIOUS DANGER IS

...../Z 3

PAGE THREE SECRET ELLEO 449

TRIBAL REVENGE ON SOUTH KATANGA TRIBE DIRECTED BY
BALUBA ELEMENTS WHO CERTAINLY HAVE GOOD REASONS. AS
PREVIOUSLY SUGGESTED BEST SAFEGUARD WOULD BE INTEGRATION
AND INCLUSION OF ELEMENTS FROM FORMER GEND INTO ANC
UNITS HERE TO ENSURE MULTI-TRIBAL BASIS. THIS IS IN
ACCORDANCE WITH U THANT PLAN

PARA 7 PREMCHAND POINTS OUT THAT DIFFERENCE BETWEEN
SOUTH KATANGA AND REST OF CONGO IS THE EXISTENCE OF
EMERGENCY SINCE BULK OF GEND WITH WEAPONS AND EQUIPMENT
ARE STILL IN THE BUSH. THIS EMERGENCY WILL CONTINUE
UNTIL EITHER INTEGRATION IS COMPLETED OR THREAT
DISAPPEARS BY GRADUAL ABSORPTION OF GEND INTO CIVIL
STATUS OVER A PERIOD OF 2 TO 3 MONTHS

PARA 8 HOPE WE CAN DISCUSS THESE VIEWS MORE FULLY WITH
YOU TOMORROW

BT

3/10/JN/101939Z FEB 63

8 Jul 1963

Suggestions concernant la mise en oeuvre de chacune des dix demandes présentées à l'ONU par le Gouvernement congolais (voir lettre No 5243/62/CAB/BM) en date du 20 décembre 1962 adressée par le Premier Ministre au Secrétaire Général de l'ONU)

1. Le nombre des pays participant au programme devrait être limité à six. Dans la mesure du possible chaque domaine d'activités devrait être réservé au personnel d'un même pays. Il est suggéré que les pays participant soient :

La Belgique (fonctions de conseillers et formation technique);
Canada;
Inde (si il est possible de trouver des officiers indiens parlant français);
Israël (instruction des Forces de l'Air);
Italie (Forces aériennes) et
Norvège (Marine).

En outre on pourrait demander aux Etats-Unis de fournir les équipements nécessaires.

2. La mission internationale devrait être composée des membres provenant des six pays participant et des Etats-Unis.
3. Les conseillers d'aviation devraient être fournis par l'Italie.
4. On pourrait demander aux Etats-Unis de fournir les équipements nécessaires à l'exécution du programme mentionné.
5. L'éducation civil devrait être fourni par l'un des six pays participant énumérés au paragraphe 1.
6. L'ONU demandera au Gouvernement belge de fournir 15 conseillers supplémentaires, comme il a été demandé.
7. Les conseillers devraient être fournis par l'un des six pays participant mentionnés au paragraphe 1.
8. Le programme d'étude de la langue anglaise devrait être confié au personnel provenant d'un des six pays participant mentionnés au paragraphe 1.
9. Les conseillers en vue de former un élément naval devraient être fournis par la Norvège.
10. Les médecins demandés devraient être fournis par un des six pays énumérés au paragraphe 1.

ORGANISATION DES NATIONS
UNIES AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC LEOPOLDVILLE

Reply to

Information received up to 7 Feb. on gendarmerie
registration:

KONGOLO;

4 officers 3 NCOs 285 soldiers

SANDOA:

Recruitment reported complete failure and
ANC recruiting officers have asked to go back

KAMINAVILLE:

40 have registered for recruitment in ANC
but they seem to be mostly unemployed labour

EVILLE:

No report

Baudouinvillle:

Gendarmerie refusing to register

Pweto

120 gendarmes

+ Elleo — (✓)

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Ref 7/2

6 February 1963

To: Officer-in-Charge ✓
From: Force Commander
Subject: SUPPLIES TO ANC

Recent developments have introduced new factors in regard to the problem of UN's commitment to provide supplies to ANC.

I should therefore like to suggest that it would be advisable to hold an early meeting in order to formulate policy and plans to meet the new situation.


Lt. Gen.
Kebede Guebre

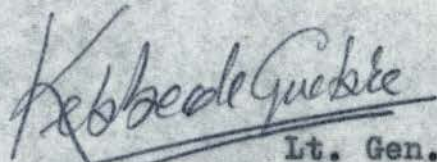
cc/ Chief Adm. Officer

Ref 6/2
C/Pae
5 February 63.

Chief Administrative Officer
Force Commander
ANC RATIONS

1. Please refer to my memo on the subject dated 17 December 62. It appears there has been no reply to it so far.

2. I also attach herewith a copy of General Mobutu's memo dated 30 January 63 in which he has asked for a reply to his letter No. 1033/965/QM - 5411 dated 30 November 62. In order to enable me to answer the query raised by him could you please let me have your comments on para 7 of my letter dated 17 December 62, at a very early date.


Lt. Gen.
KEBBEDE GUEBRE
Force Commander

cc:

Mr. Gardiner ✓
Chief of Staff
Chief Logistics Officer
Senior Supply & Transport Officer

LISTE DES OFFICIERS.

- 1.- Général MUKE, Norbert
- 2.- Colonel MAKITO, Kyondwe
- 3.- Colonel MWIMBI, Henri, Defontaine
- 4.- Lt-Colonel M'BAYO, Prosper
- 5.- Major SELEMANI, Godefroid
- 6.- Major MAKLELE, Luamba
- 7.- Major KATAMBWE, Maurice
- 8.- Major MUTOMBO, Georges
- 9.- Major MUKALAMUSHI, Gervais
- 10.- Major MWITWA, Nédéric
- 11.- Major KADIAMBA, Léonard
- 12.- Major MUNIANIA, Martin
- 13.- Major KASONGO, Simon
- 14.- Capitaine-Commandant OKALA, Ignace
- 15.- Capitaine MUZALIA, Modeste
- 16.- Capitaine DOTO, Joseph
- 17.- Capitaine KAMBULU, Paul
- 18.- Capitaine ABEDI, Gustave-Donatien
- 19.- Capitaine GOMA, Joseph
- 20.- Capitaine KAMUANGA, Prosper
- 21.- Capitaine KAUBO-LENGE, Emmanuel
- 22.- Capitaine MUKEMBE
- 23.- Capitaine MWAMBA, Gabriel

24.- Major MWELE, Samuel

Reçu
x 164

SECRET

G - 344

REINSTALLATION DES UNITES ANC AU SUD-KATANGA.

1. Le Gouvernement Central de la République du Congo, dans l'exercice de sa souveraineté, a ordonné au Commandement de l'Armée Nationale Congolaise d'assurer comme suit la couverture de la Province du Sud-Katanga :
 - a) 3 Bn Cdo à Elisabethville avec des unités détachées (1 Cie) à SAKANIA et à KASENGA;
 - b) 8 Bn Inf à MWEDINGUSHA avec 2 Cies détachées à JADOTVILLE;
 - c) 13 Bn Inf à NZILO avec 1 à 2 Cies détachées à KOLWEZI
 - d) 21 Bn Inf à MANONO;
 - e) 2 Bn Inf à KAMINA.
2. Le 21 Bn Inf occupe MANONO en prévision du prochain retrait de cette localité du Bn Ethiopien qui y stationne.
3. Le 2 Bn Inf étant déjà installé à KAMINA, nous entendons maintenir cette situation.
4. La liste des unités ci-dessus n'est pas définitive. Il n'est nullement exclu d'y ajouter les unités spéciales indispensables pour assurer leur vie normale et pour intensifier leur efficacité.
Outre le 3 Bn Cdo, la Garnison d'ELISABETHVILLE comprendra :
 - a) 1 Cie PM (Prévôté Militaire)
 - b) 1 Cie Transmission
 - c) 1 Cie Transport
 - d) 1 Cie Services Généraux.
5. Les unités combattantes stationnées au NORD-KATANGA assureront en temps normal, toutes les missions dévolues à la gendarmerie jusqu'à la normalisation totale de la situation.

SECRET

PRIORITY
1963 JAN 23
O.N.U.C.

RECEIVED
1963 JAN 23 PM 2:54

00686

Force Commander
will handle matter

Fth

CI

INCOMING TELEGRAM DELIVERED TO:			
S.R.S.G.	G.C.O.	I.L.O.	
CIV.OPS.	G.P.A.	MAILOPS.	
C.A.O.	PUB. W.	P.X.	
C.F.A.	W.M.O.	F.A.O.	
C.P.O.	ACC&IN	I.T.U.	
C.F.O.		W.M.O.	
C.PROC.		WELFARE	
C.G.S.			
MILITARY RECORD			

UC125

4UC90--047

SS 4UC75

DE 4UC90 47/29

FM ONUC EVILLE

TO ONUC LEO

BT

UNCLAS ELLEO 315. GARDINER FORCE COMMANDER FROM MATHU PREM CHAND
REUR FC/1686 OF 28 JANUARY WE HAVE NOT YET RECEIVED COPY OF ORDER
FROM MOBUTU PLACING ANC HERE UNDER UN COMMAND BUT HAVE BEEN ACTNG
ON ASSUMPTION THAT ANC HERE ARE IN FACT UNDER ONUC COMMAND, AND THIS
POSITION HAS BEEN ACCEPTED BY ILEO AND EBEYA. ASSUME ORDER FROM
MOBUTU WILL BE ADDRESSED TO EBEYA. PLEASE VERIFY YOUR END WHETHER
MOBUTU HAS IN FACT ISSUED FORMAL ORDER TO THIS EFFECT. IF HE HAS NOT
SUGGEST HE BE PRESSED TO CARRY OUT HIS PROMISE

BT

CFN ELLEO 315 FC1686 28

29/1405Z JAN 4UC90

ROUTING SLIP

TO

Mr. Gardiner

APPROVAL	NOTE AND RETURN
SEE ME, PLEASE	YOUR COMMENTS
YOUR SIGNATURE	YOUR INFORMATION
NOTE AND FILE	FOR ACTION

The attached memo from Mr. Boscovic is for your information. Brig. Guha has informed me that Swedish engineers from Kamina have been instructed to proceed to Kabalo to blow up the ammunition the remaining two rail trucks. As regards taking up the matter with ANC HQ here I understand that the Force Commander proposes to discuss the matter with you.

S. Habib Ahmed

FROM

~~Chef des~~
Opérations civiles

DATE

29.1.63

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC LEOPOLDVILLE

INTER - OFFICE MEMORANDUM

CONFIDENTIAL

CTR/M.695

28 January 1963

To : Mr. S.H. Ahmed, Chief Civilian Operations
From : N. Boskovic, Senior Consultant, Communications & Transports.

... I have just received a cable from Mr. G. Ghaleb, Albertville,
as per copy attached.

In accordance with verbal information received from Mr. Jacques,
three rail-trucks were loaded with explosives at Kabalo on the 24th
January. One of these trucks exploded damaging six others and the
main building of the station.

It appears that loading of the trucks was carried out by the
ANC with no supervision or control of the responsible CFL personnel,
plus the fact that no attention was paid to the remarks and instructions
issued by the CFL in this respect.

May I please request your intervention to the Force Commander
to supply any possible assistance for the clearance of the non-exploded
projectiles.

In my opinion it would be also advisable to inform the Officer
in charge of the ANC of the danger and incidents which may arise when
similar operations are carried out without the cooperation of the
responsible personnel of the CFL.

J. Mmuni

ACTION	
CIVILIAN	MILITARY

RECEIVED

20 21 22

20 21 22

UC017

00107

4UC87---013

PRIORITY NATIONS ***** 4UC79

E 4UC87 15/28

1 ONUC ALBERTVILLE

TO ONUC LEOPOLDVILLE

BT

INCLAS CIVIL UNNUMBERED BOSKOVIC DE CHALEB TRANSMETTONS MESSAGE

DE BRUANT CYL AVILLE. QUOTE RECONNAISSANT PREVENEZ

JACQUES QUE EXPLOSION WAGON MUNITIONS KADALO ETRE

CATASTROPHIQUE. SOLLICITONS ONU POUR ENLEVEMENT PROJECTILES

NON ECLATES. CROYONS UTILE PREVENIEZ GENERAL MOBUTU. UNQUOTE

BT

CFN UNNUMBERED

28/07092 JAN 4UC87

NNNN

Box 50

1/25 2 4